

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 16 au 30 Août 2016
n°298



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mardi 16 août.

Suspension de la grève au ministère des Affaires étrangères. Les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères ont suspendu lundi 15 août 2016 leur mouvement de grève sèche, déclenchée depuis cinq jours. Cette décision a été prise en assemblée générale après une rencontre entre syndicalistes et le vice-ministre des Congolais de l'Etranger, Antoine Boyamba. Ce dernier a promis aux fonctionnaires de tenir compte de leurs revendications «légitimes».

Massacre de Beni: le député Munubo appelle le gouvernement à saisir l'ONU. Le député de l'opposition, élu du Nord-Kivu, Juvénal Munubo a invité lundi 15 août le gouvernement congolais à saisir le conseil de sécurité de l'ONU sur la question des tueries à répétition dans le territoire de Beni. Le samedi dernier, une cinquantaine de personnes ont été massacrées dans ce territoire du Nord-Kivu. Juvénal Munubo estime que la situation sécuritaire à Beni nécessite une mobilisation nationale et ne doit pas être considérée comme une affaire qui ne concerne que les ressortissants du Nord-Kivu.

Beni: la société civile réclame la révocation des ministres de la Défense et de l'Intérieur. « Nous recommandons au chef de l'Etat de procéder à la révocation des ministres nationaux de la Défense et de l'Intérieur, étant donné qu'ils ont montré leurs défaillances de réunir d'urgence un conseil des ministres à Beni de manière à approfondir des réflexions sur les enjeux sécuritaires de la partie nord de la province du Nord-Kivu», rapporte Georges Katsengo, président de la société civile de Lubero. Les membres de la société civile de Beni et Lubero demandent aussi au président de la République de déplacer l'état-major de l'armée- situé dans la ville de Beni- vers les localités proches des zones où se déroulent les opérations militaires.

RDC: le Premier ministre Matata Ponyo est arrivé à Beni. Le Premier ministre Augustin Matata Ponyo est arrivé à Beni mardi 16 août, trois jours après le massacre d'une cinquantaine de personne dans ce territoire de la province du Nord-Kivu. Il a été précédé sur place par le ministre de la Décentralisation et de la Défense nationale ainsi que plusieurs généraux de l'armée congolaise séjournent depuis ce matin à Beni. Matata Ponyo est notamment accompagné du ministre de l'Intérieur. Il arrive dans une ville de Beni où les activités sont toujours paralysées, trois jours après le massacre de samedi dernier.

Kinshasa: durcissement du mouvement de grève à l'Hôpital du Cinquantenaire. Les travailleurs congolais de l'Hôpital du Cinquantenaire de Kinshasa sont entrés en grève sèche depuis samedi 13 août dernier. En grève depuis plusieurs semaines, ils réclament la reconnaissance de leurs contrats en tant qu'agent de cette formation médicale et pas comme employés de Force Security, l'entreprise de

sous-traitance qui les avait recrutés. Jusque-là, ils assuraient le service minimum. Le représentant du personnel congolais de l'Hôpital du Cinquantenaire, Dr Delys Wetschokonda, affirme que Force Security est une entreprise « fictive ».

Massacre de Beni: les députés du Nord-Kivu exigent une enquête approfondie. Après le massacre perpétré samedi dernier à Beni, les députés nationaux élus de Beni, Lubero et Butembo au Nord-Kivu exigent : «Qu'une enquête approfondie soit menée afin que les vrais auteurs des massacres soient clairement identifiés et neutralisés au lieu des accusations précipitées et politiciennes », a dénoncé le porte-parole de ces députés, Jérôme Lusenge Bonane, dans une déclaration faite lundi 15 août à la presse.

Enrôlement d'électeurs: la publication du chronogramme fixée à samedi. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa annonce pour samedi 20 août la publication du chronogramme de l'opération d'enrôlement d'électeurs dans tout le pays.

Nord-Kivu: 3 agents de Caritas enlevés à Mweso. Trois agents de Caritas ont été enlevés mardi 16 août à Mweso au Nord-Kivu. Le convoi de deux véhicules qui les transportait est tombé dans une embuscade tendue par des hommes armés. Selon des sources policières, les ravisseurs réclament 20 000 dollars américains pour libérer leurs otages. Les trois agents de Caritas ont été enlevés et amenés dans la forêt. Les assaillants ont abandonné le véhicule de tête de convoi, emportant avec eux la clé de contact. Deux journalistes allemands étaient aussi à bord du convoi. L'un d'eux qui se trouvait dans le deuxième véhicule a été blessé à la jambe. Les deux Allemands n'ont pas été pris en otage.

Sud-Kivu: la société civile réclame toujours la fin des primes des enseignants. La société civile du Sud-Kivu continue de réclamer la fin de la perception des primes versées par les parents pour la scolarisation de leurs écoles. Elle brandit la menace d'une année blanche à l'approche de la rentrée scolaire si cette prime n'est pas supprimée.

Bunia: des bandits armés volent 2 kg d'or à la SOKIMO. Des bandits armés ont emporté deux kilos d'or au cours d'une attaque armée perpétrée lundi 15 août dans la nuit au bureau de la Société minière de Kilomoto (SOKIMO) à Bunia (Ituri). Les assaillants, venus à bord d'un véhicule, étaient lourdement armés. Ils auraient également emporté une importante somme d'argent et un ordinateur portable.

Tshopo: début de la session extraordinaire à l'assemblée provinciale. Une session extraordinaire s'est ouverte lundi 15 août à l'assemblée provinciale de la Tshopo. Le président de cette assemblée, Joel Bafandu, a indiqué que cette session est essentiellement consacrée à la présentation, l'analyse et l'adoption du programme d'action du gouvernement provincial, avant son investiture.

Haut-Katanga: bientôt une assistance pour les déplacés de Pweto. Selon l'ONG Catholic relief service et le bureau de la Commission nationale pour les réfugiés, ces personnes recevront chacune à partir de la semaine prochaine un coupon de 120 dollars américains qu'elles vont utiliser lors de la prochaine foire qui sera organisée par les humanitaires. Plus de 1000 ménages avaient fui les incursions des miliciens dans leurs villages d'origine et les accrochages entre l'armée et les miliciens à Pweto.

Tueries des Kasaiens au Katanga dans les années 90 : Steve Mbikayi porte plainte. Le député national Steve Mbilayi a déposé, lundi 15 août, une plainte au parquet général de la République. Il met en cause les présumés responsables des tueries des Kasaiens dans l'ex-Katanga entre 1993 et 1994. Le président du Parti travailliste estime qu'il faut créer un tribunal spécial pour juger et sanctionner tous ceux qui étaient impliqués dans cette affaire. Il plaide aussi pour l'érection d'un mémorial en mémoire des victimes.

La 6^e édition du Festival Ngoma annoncée à Kisangani. La 6^e édition du Festival Ngoma est fixée du 20 au 27 août, à Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo. A l'initiative du Groupe TACCENS ASBL, ce festival international de théâtre attend une quarantaine de comédiens qui viendront de l'Europe, de l'Afrique et de certaines villes de la RDC.

Equateur: l'Etat doit 5,3 millions USD aux particuliers. Une délégation de la Direction générale de la dette publique (DGDP) séjourne depuis lundi 15 août à Mbandaka (Equateur). Sous la supervision du ministre des Finances, Henri Yav Mulang, cette équipe est sur place pour recevoir, vérifier et certifier de la dette publique intérieure que l'Etat congolais doit aux opérateurs économiques de l'ancienne province de l'Equateur. Cette dette intérieure est estimée à plus de 5,3 millions de dollars américains pour quelques membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), avant le démembrement du grand Equateur. «Les différents prestataires, c'est par rapport à la catégorie. Qui a prêté et qui a rendu service au gouvernement de l'ancienne province ? S'il y a quelqu'un ou institution financière qui avait prêté de l'argent frais au gouvernement, nous allons voir comment est-ce que cela a été utilisé pour répartir la charge entre les nouvelles provinces», a expliqué Trudon Nkima, membre de la délégation. Selon lui, il s'agira également de toutes les charges pour lesquelles les différents prestataires réclament le paiement auprès de l'ancienne province de l'Equateur.

Les policiers congolais revenus de la MINUSCA « impayés et menacés » à Kinshasa. Cent cinquante policiers du contingent congolais qui avaient presté en République centrafricaine (RCA) se disent menacés à Kinshasa par leur hiérarchie pour avoir réclamé leur solde de 25 mois. Ces policiers avaient servi sous le mandat de l'Union africaine et de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA). Le contrat qui les liait à ces deux instances, stipule qu'ils devaient toucher leurs indemnités aussitôt rentrés en RDC. Il s'agit de 1 330 dollars américains par mois à chacun, hormis les primes.

Massacre de Beni: des partis de l'opposition exigent la déchéance de Matata Ponyo. Les représentants de neuf partis de l'opposition au Nord-Kivu ont demandé mardi 16 août à Goma aux députés nationaux de sanctionner le Gouvernement Matata suite aux massacres de Beni. Cette déclaration politique a été signée notamment par l'UNC de Vital Kamerhe, le RCD/KML de Mbusa Nyamwisi, le PLD de Jean-Paul Lumbu Lumbu, l'ECIDE de Martin Fayulu, le DCF/N.

Mercredi 17 août.

Fièvre jaune: début de la vaccination dans six provinces de la RDC. La campagne de vaccination contre la fièvre jaune a débuté mardi 16 août à Kinshasa et dans d'autres zones du Kasai, Kasai-Central, du Lualaba, du Kwango et du Kongo-Central, des provinces frontalières à l'Angola. Elle concerne toute personne âgée de 9 mois et au-delà, soit plus de 10,5 millions de personnes dans l'ensemble, dont plus de 7,5 millions à Kinshasa, selon le directeur national du Programme élargi de vaccination (PEV). Au total, 48 zones de santé sont concernées par cette campagne de dix jours.

Me Aimé Kilolo : « Jean-Pierre Bemba est libérable dans 4 ans ». Me Aimé Kilolo Musamba, l'un des avocats de Jean-Pierre Bemba, affirme que son client est « libérable dans 4 ans ». Jean-Pierre Bemba a été condamné par la Cour pénale internationale (CPI) en juin dernier à 18 ans de prison. Il est détenu à la prison de la CPI depuis 2008. Dans quatre ans, il totalisera 12 ans en prison, les deux-tiers de sa peine. Ce qui pourrait le rendre éligible à une libération anticipée.

Sud-Ubangi: plus d'un million de moustiquaires imprégnées d'insecticide distribuées. Un million six cent cinquante-quatre mille moustiquaires ont été distribuées depuis dimanche 14 août dans la province du Sud-Ubangi. Selon les professionnels de Santé cette campagne vise cinq cent soixante-deux mille ménages, principalement les couples mère-enfants et les femmes enceintes. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le paludisme.

Beni : la police disperse une manifestation des jeunes contre les massacres. Des policiers congolais et des militaires des Forces armées de la RDC dispersent ce mercredi matin à coups de gaz lacrymogène et des tirs de sommation une manifestation à Beni, au dernier jour du deuil national en mémoire d'au moins trente-six civils tués par des présumés rebelles ougandais des ADF dans cette ville de l'est de la RDC. Trois personnes ont été tuées lors des manifestations des jeunes, a indiqué à Radio Okapi, le maire Nyonyi Bwanakawa.

Tueries de Beni : le MSR appelle à l'unité. Le secrétaire général du parti politique Mouvement social pour le renouveau(MSR) resté dans la Majorité Présidentielle, François Rubota Masumbuko appelle les congolais à demeurer unis pour vaincre les groupes armés qui tuent des civils dans cette partie Est de la RDC, principalement dans le territoire de Beni.

Les trois agents de la Caritas enlevés près de Mweso sont libres. Les responsables de la Caritas diocésaine à Goma affirment n'avoir pas payé la rançon de 20 000 dollars américains qu'exigeaient les preneurs d'otage. La libération de ces trois agents de la Caritas a été rendue possible grâce à la médiation des chefs locaux et l'implication de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), indiquent les responsables de la Caritas.

Sud-Kivu : la situation sécuritaire s'améliore à Lubondja. Selon l'administrateur du territoire de Fizi, Louis Boboto, l'activité économique a repris. Le retour à la légalité et à la normalité s'opère et est également perceptible. Cette amélioration de la situation sécuritaire est le fruit de la collaboration entre la MONUSCO et les FARDC, ajoute-t-il, précisant que les deux forces ont conjugué leurs efforts pour lutter contre l'insécurité et mieux protéger les civils.

Ituri : des hommes armés accusés de plusieurs exactions à Bunia. Plusieurs exactions sont signalées dans la ville de Bunia en Ituri. Le président de la société civile locale, Jules Tsuba, rapporte que pour la journée de lundi 15 août, deux personnes ont été tuées près du village Fataki, à 58 km au Nord de Bunia. Selon lui, les bandits armés seraient à la base des tueries devenues fréquentes sur la voie publique.

Tanganyika : lancement de la campagne d'inscription des enfants à l'école. Les autorités provinciales du Tanganyika ont lancé, mardi 16 août, la campagne d'inscription massive des enfants-en âge scolaire-à l'école. Selon la cheffe de division de l'Enseignement dans la province environ 103 000 enfants n'étudient pas au Tanganyika. Plus de 60% de cas de ceux qui ne vont pas à l'école sont enregistrés à Manono, Moba, Nyunzu et Kalemie.

Tshopo : la DGM identifie les éleveurs « Mbororo » à Niangara. La Direction générale des migrations (DGM) a lancé la semaine dernière, à Niangara, territoire situé à plus de 700 km au nord-est de Kisangani (Tshopo), l'identification des éleveurs ougandais « Mbororo ». Selon l'administrateur du territoire de Niangara, ces éleveurs se retrouvent dans quatre de sept chefferies de Niangara. Il s'agit de Manziga, Kopa, Kerebore et Okondo. Chacun s'enregistre avec ses dépendants et déclare le nombre de ses bêtes.

Beni: nouvelle attaque des présumés ADF à Mayi Moya, 3 morts Une nouvelle attaque des présumés rebelles ougandais des ADF a été enregistrée dans la nuit de mardi à mercredi 17 août à Mayi Moya, une localité du territoire de Beni au Nord-Kivu, trois civils ont été tués. C'est une stratégie des ADF pour déconcentrer et démoraliser les FARDC, qui mènent des opérations militaires contre ce groupe armé.

Mambasa: la production du cacao est passée de 1 000 à 2 000 tonnes en 2015. La production du cacao à Mambasa a doublé l'année dernière, elle est passée de 1 000 tonnes en 2014 à 2 000 en 2015. Cette augmentation se justifie par la multiplication des champs de cacao.

Le Gouvernement appelle la population de Beni à coopérer avec l'armée. Le conseil supérieur de la défense réuni lundi dernier à Goma au Nord-Kivu a pris une série de mesures visant à « éradiquer de manière plus efficace et définitive ces forces terroristes » qui endeuillent les populations de Beni, a indiqué le porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende. Selon lui, il s'agit notamment de renforcer les renseignements en encourageant une grande coopération entre les populations civiles et les forces de sécurité.

Jeudi 18 août.

Nord-Kivu : les élus locaux demandent un renfort d'effectifs de la police et de l'armée. Les députés provinciaux et les membres de la Société Civile de du Nord-Kivu ont recommandé, mercredi 17 août à Goma, au Premier ministre et aux membres du conseil supérieur de la défense, de renforcer les effectifs des militaires et policiers déployés dans cette province et leur équipement pour mettre fin à l'insécurité au Nord-Kivu. Ils demandent aussi aux services de renseignement d'anticiper les événements au lieu de les subir.

Couvre-feu et interdiction de manifestation à Beni. Au lendemain des manifestations qui ont secoué Beni mercredi 17 août, le maire de la ville, Nyonyi Bwanakawa, a annoncé l'instauration d'un couvre-feu entre 20 heures et 6 heures ainsi que l'interdiction de toutes les manifestations publiques. Ces mesures ont été décidées au cours d'un conseil de sécurité présidé dans la ville de Beni par le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab.

Massacre de Beni : André Kimbuta appelle les Congolais à la « solidarité ». Le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, a appelé mercredi 17 août, les Congolais à la solidarité, face au drame que vit la population de Beni. « Une nation digne de ce nom se doit d'être solidaire et placer ses intérêts majeurs au-dessus de toute considération partisane, sectaire, individuelle et égoïste », a conseillé André Kimbuta.

Lubumbashi : des mineurs recrutés dans des bandes criminelles, dénonce la police. L'inspecteur provincial de la de la Police du Haut-Katanga, le général Jean-Bosco Galenga, a dénoncé, mercredi 17 août à Lubumbashi, le recrutement des mineurs dans des « bandes de criminels ». À l'issue d'une opération de bouclage menée dans deux communes de Lubumbashi, il fait remarquer que ces groupes sèment de l'insécurité dans la ville. Le général Jean-Bosco Galenga indique que parmi les personnes arrêtées lors de cette opération, se trouvent plusieurs mineurs, utilisés par les « criminels » pour faire diversion et transporter des armes.

Nord-Ubangi : 33 643 électeurs enrôlés par la CENI. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a enrôlé 33 643 électeurs en 15 jours, dans 133 centres d'inscription sur les 412 ouverts dans la province pilote du Nord-Ubangi. Selon lui, les opérations se déroulent normalement, suivant le chronogramme de la Commission électorale nationale indépendante.

Nord-Kivu : 7 morts dans des conflits interethniques à Nyanzale et Bwalanda. Sept morts ont été enregistrés depuis mercredi 17 août dans les localités de Nyanzale et Bwalanda, dans la chefferie de Bwito au Nord-Kivu.

Ces personnes ont été tuées à la suite des échauffourées qui opposent à nouveau les communautés ethniques locales, Nande-Hunde face aux Hutu.

Ituri : la DGDA dénonce la fraude au poste frontalier de Mahagi. La Direction générale de douanes et assises (DGDA) dénonce une fraude douanière à grande échelle au poste frontalier de Mahagi, à 175 km au nord de Bunia (Ituri). Le directeur général de cette régie financière, Déo Rugwiza, pointe du doigt l'entreprise Ingenieria et innovazione, basée en Ituri qui, selon lui, fait entrer de force des camions citernes de carburant importé de l'étranger, sans rien payer à l'Etat.

Kongo-Central : suspendue, Mme le maire de Boma placée sous mandat d'arrêt provisoire. Suspendue de ses fonctions et transférée au Parquet général à Matadi, le maire de Boma (Kongo-Central), Mme Marie-José Niongo Nsuami, a été placée sous mandat d'arrêt provisoire, mercredi 17 août, après avoir été entendue par la justice en présence de ses avocats. Le magistrat instructeur du dossier a motivé le placement en détention de Mme Marie-José Niongo Nsuami par la présence des indices sérieux de culpabilité à sa charge, après avoir été accusée de xénophobie.

Massacre de Beni: activités paralysées à Goma. La quasi-totalité des boutiques, magasins et même des bureaux sont restés fermés jeudi 18 août à Goma suite à l'appel de la société civile du Nord-Kivu pour la cérémonie de deuil en mémoire des victimes du récent massacre à Beni. Malgré la délocalisation de cet événement par les autorités urbaines et le manque d'encadrement par la police, selon des témoins «le mot d'ordre de la société civile a été suivi.»

Massacres de Beni: Lambert Mende appelle à la solidarité internationale. «A l'instar de tous les autres pays de la planète victimes du terrorisme international de groupes islamiques radicalisés, la RDC [demande] une solidarité internationale digne de ce nom », a indiqué le porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende, jeudi 18 août à Kinshasa au cours d'une conférence de presse. A Butembo, un imam a été pris en flagrant délit de «recrutement des jeunes pour le groupe terroriste » [ADF] et a été arrêté, a annoncé Lambert Mende.

Vendredi 19 août.

RDC: Joseph Kabila rencontre les activistes de la Lucha. Le chef de l'Etat Joseph Kabila s'est entretenu pour la première fois avec 47 activistes du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha) jeudi 18 août à Goma (Nord-Kivu). «C'était une occasion pour nous de lui présenter nos revendications très clairement: il faut de la sécurité dans notre pays, il faut des élections cette année, il faut la liberté d'expression, la libération de nos camarades qui sont en prison et l'ouverture de l'espace politique», a rapporté Ghislain Kasereka, l'un des six activistes de la Lucha récemment amnistiés par Joseph Kabila.

Mamadou Diallo salue la générosité des Congolais envers les réfugiés. La communauté internationale célèbre vendredi 19 août la Journée mondiale de l'aide humanitaire. A cette occasion, le Coordonnateur humanitaire du système des Nations unies en RDC, Mamadou Diallo, salue la générosité du peuple congolais. Selon lui, les premiers acteurs humanitaires en RDC sont les familles et les communautés congolaises qui manifestent leur compassion envers les réfugiés qu'elles accueillent, hébergent et nourrissent.

Fausse alerte sur le contenu d'un conteneur du contingent bangladais à Bunia. Une rumeur a circulé jeudi 18 août au quartier Bankoko dans la ville de Bunia(Ituri) sur une éventuelle entrée d'un conteneur du contingent bangladais de la Monusco qui contiendrait des machettes. Les responsables politiques et les membres du conseil de sécurité arrivés sur le lieu ont constaté, après le déchargement de ce camion, qu'il s'agissait des pneus de rechange, des casques, des ustensiles de cuisine, et d'autres articles appartenant aux casques bleus.

Tueries de Beni : la CENCO dénonce le «silence honteux de la communauté internationale». La Conférence épiscopale nationale du Congo (Congo), à la suite du Pape François, dénonce « les massacres de Beni qui sont perpétrés depuis longtemps dans un silence honteux de la communauté internationale, sans même attirer notre attention ». Les évêques catholiques « condamnent sans réserve ces actes ignobles et en appelle aux autorités congolaises, garantes de la sécurité des populations et de leurs biens, de faire tout ce qui est dans leur pouvoir pour arrêter ce cycle d'atrocités. » La CENCO sollicite aussi l'implication ferme de la Monusco et de la Communauté internationale pour contribuer à la recherche d'une solution durable à cette tragédie.

Conflit de Tshimbulu : plus de 1 400 élèves risquent de ne pas étudier à Dibaya. Plus de mille quatre cents élevés du primaire de la sous-division Dibaya 2 parmi lesquels six cent trente-sept filles risquent de ne pas étudier cette année, suite à la destruction de cinq écoles primaires, après le conflit Kamwina Nsapu à Tshimbulu au Kasai-Central. Tueries de Beni : la CENCO dénonce le «silence honteux de la communauté internationale».

Beni : un ancien député propose la piste diplomatique pour mettre fin aux massacres. « La solution à la guerre de Beni dans le Nord-Kivu est plus diplomatique secrète que militaire », a affirmé jeudi 18 août le député national honoraire élu de Beni, Schadrack Baitsura. « Je pense qu'on ne devrait plus continuer à mener une guerre classique contre l'ennemi qui est très mal localisé. Il faut plutôt imaginer d'autres stratégies qui iraient dans le sens de la diplomatie secrète », propose Schadrack Baitsura, président du parti Eveil de Conscience pour le travail et le développement (ECT). Selon lui, les derniers massacres de Beni sont une illustration du sabotage et de la cruauté de ceux qui opèrent à l'aide des machettes.

Nord-Kivu : accalmie à Nyanzale et Bwalanda après deux jours de tension ethnique. Un calme s'observe depuis vendredi 19 août matin, dans les localités de Nyanzale et Bwalanda en chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ces deux cités ont connu deux jours de vives tensions entre les communautés ethniques locales, faisant quatre morts et quatre cent quarante-cinq maisons incendiées.

Près de 100 000 déplacés enregistrés au Sud-Kivu au premier semestre 2016. Près de cent mille déplacés ont été enregistrés au cours des six premiers mois de cette année 2016. La plupart de ces personnes ont quitté leurs milieux fuyant l'insécurité des groupes armés, les affrontements militaires et intercommunautaires, les épidémies et d'autres catastrophes naturelles, ont expliqué les humanitaires, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'aide humanitaire. Actuellement, toute la province du Sud-Kivu enregistre dans l'ensemble 375 000 déplacés internes. Mais les humanitaires affirment être confrontés à plusieurs défis qui les empêchent d'assister correctement les personnes vulnérables.

Bunia : un homme décède après avoir été tabassé par la population. Un homme est décédé jeudi 19 août après avoir été tabassé par des habitants de Hoho, une localité située dans la périphérie sud de Bunia en Ituri. La victime a été appréhendée dans la nuit de mercredi par des jeunes qui l'ont pris pour un voleur. Ils l'ont sérieusement tabassé jusqu'à tenter de le brûler vif.

Lubumbashi : présentation des cartons des pièces d'ivoires et des cornes des vaches saisies. Le procureur général près la Cour d'appel de Lubumbashi (Haut-Katanga), Pascal Mukonkole, a présenté, jeudi 19 août, une centaine des cartons contenant des pièces d'ivoires et des cornes des vaches. M. Mukonkole a indiqué que cette cargaison dont les propriétaires ne sont pas encore connus a été saisie, en avril dernier. Selon un expert de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), cette quantité d'ivoires représente 42 éléphants.

Tshikapa : lancement de la campagne d'inscription des enfants à l'école. La campagne nationale d'inscription des enfants de 6 à 7 ans en première année primaire a été lancée, jeudi 18 août, à Tshikapa (Kasai). D'après l'Unicef qui en est l'initiateur, cette sensibilisation se passe dans toutes les provinces et vise l'inscription totale de deux millions d'enfants de cette tranche d'âge à l'école.

RDC: le gouvernement annonce la libération de 24 prisonniers politiques. «Le gouvernement de la République, après concertation avec ses différents services, a décidé de prendre les mesures de décrispation. Sur l'ensemble de la liste qui nous a été fournie à la demande de l'opposition politique, le gouvernement de la République, avec ses services, ont décidé de pouvoir lever ces mesures et permettre à ces gens d'être immédiatement libérés», a indiqué Alexis Thambwe Mwamba. Sur la liste de 26 prisonniers dits politiques et d'opinion transmise à la délégation de l'Union européenne par le Rassemblement de l'opposition, seuls les détenus pour viol et escroquerie qui n'ont pas bénéficié de cette mesure de grâce.

RDC: Edem Kodjo annonce le début du dialogue pour la semaine prochaine. Edem Kodjo annonce le début du dialogue national à partir de la semaine prochaine. Le facilitateur de ce forum politique l'a annoncé, vendredi 19 août à Kinshasa, après que le ministre de la Justice a annoncé la libération de vingt-quatre prisonniers politiques. Le gouvernement a ainsi pris cette mesure pour décrier le climat politique à l'approche du dialogue national.

Beni: libération des personnes arrêtées lors des manifestations contre les massacres. Environ 108 personnes arrêtées lors d'une manifestation, à Beni (Nord-Kivu) au lendemain du massacre d'une cinquantaine de personnes, ont été libérées. Les personnes relâchées avaient été arrêtées mercredi dernier au troisième et dernier jour du deuil national, décrété par les autorités après le massacre du samedi dernier, lors des manifestations antigouvernementales violemment réprimées par les forces de l'ordre. Les manifestants dénonçaient l'inaction des autorités face aux violences qui, selon l'ONU, ont causé la mort de plus de 700 personnes depuis octobre 2014. Trois personnes, dont un policier, avaient été tuées lors des manifestations.

Samedi 20 août.

Dialogue: «Le chef de l'Etat a satisfait à toutes» les exigences de l'opposition. Le gouvernement congolais a annoncé, vendredi 19 août, la libération de vingt-quatre prisonniers politiques et la réouverture de deux chaînes de télévision de l'opposition. La Majorité présidentielle (MP) pense que le chef de l'Etat vient là de balayer un à un les préalables posés par une frange de l'opposition pour participer au dialogue politique. Le secrétaire général-adjoint de la MP, Joseph Kokonyangi, est d'avis que l'opposition n'a plus de prétextes pour barrer la voie du dialogue. De son côté, Olenghankoy, le président des Forces novatrices pour l'unité et la solidarité (FONUS), parti membre du Rassemblement de l'opposition, qualifie cette mesure du Gouvernement de «tricherie». Il a indiqué que dans la liste de 24 personnes, publiée par le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, il y avait des noms des personnes déjà libérées depuis longtemps. Pour Joseph Olenghankoy, le Gouvernement n'a pas du tout vidé le cahier des charges et des préalables du Rassemblement de l'opposition. Cette plateforme de l'opposition exige notamment la démission d'Edem Kodjo du poste de facilitateur du dialogue national et la dépolitisation de la chaîne publique.

Enrôlement d'électeurs: le déploiement de kits accuse du retard à Businga. Malgré les moyens mobilisés, le déploiement des kits pour l'enrôlement d'électeurs dans le Nord-Ubangi accuse un retard notamment dans le territoire de Businga, a déploré vendredi 19 août la société civile locale. Alors que le lancement officiel a eu lieu le 31 juillet dernier à Gbadolite, les kits commencent à peine d'arriver dans certains secteurs, comme celui de Karawa. Trois mois, c'est le délai maximum fixé par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour l'identification et l'enrôlement des électeurs au Nord-Ubangi, lancé le 31 juillet dernier.

Manifestations populaires contre le couvre-feu à Beni et Butembo. Les populations de Beni et Butembo (Nord-Kivu) se sont soulevées toute la nuit de vendredi à samedi 20 août, pour protester contre le couvre-feu décidé par les deux maires sur instruction du ministre national de l'Intérieur. Les habitants de ces deux villes estiment que cette mesure ne résoudra en rien l'insécurité à Beni. Elle va plutôt favoriser les tueurs, selon eux.

Beni: ouverture du procès des présumés rebelles des ADF. Le procès des présumés rebelles ougandais des ADF, accusés des massacres des civils dans le territoire de Beni, a débuté samedi 20 août. Six prévenus comparaissent devant la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu en présence de nombreux habitants. Dans le cadre de ce procès, quatre-vingts présumés rebelles ougandais des ADF sont gardés dans la prison centrale de Kangwanyi à Beni. Parmi eux, il y a beaucoup de sujets ougandais, tanzaniens, rwandais et quelques Congolais. Ces 6 prévenus sont accusés de perpétrer des massacres des civils dans le territoire de Beni et ses environs dont le dernier remonte en une semaine.

Le ministère les poursuit également pour participation à un mouvement insurrectionnel et crime contre l'humanité par meurtre et terrorisme dans cette partie du Nord-Kivu, en proie à l'insécurité (viol, vol, pillage et tuerie).

Corneille Nangaa: «Si je démissionne, la situation sera encore pire». Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa, répondait aux opposants qui ont exigé sa démission, samedi 20 août, au cours de la réunion du comité de liaison entre la CENI et les partis politiques, à Kinshasa. «Si je démissionne même maintenant, la situation sera encore pire qu'elle l'est actuellement. Ce n'est pas en démissionnant qu'on aura les élections dans les délais constitutionnels», a souligné Corneille Nangaa. A l'occasion, le président de la CENI a annoncé pour la semaine prochaine le chronogramme de révision du fichier électoral pour tout le pays.

RDC: libération des prisonniers graciés à Gemena et Mbandaka. Graciés en juillet dernier par le chef de l'Etat, vingt prisonniers ont été libérés, les 18 et 19 août, à Gemena et Mbandaka. Parmi eux, il n'y a aucun détenu politique, ni un bandit mais des condamnés de droit commun ainsi que des militaires et un policier, a indiqué le Procureur général de l'Equateur, Vincent Bishiya. Pour sa part, le gouverneur du Sud-Ubangi, José Makila Sumanda a procédé, jeudi dernier, à la libération de sept condamnés, dont 6 hommes et une femme.

Démolition de plus de 100 maisons autour de l'aéroport militaire de Kisangani. A Kisangani (Tshopo), plus de cent maisons ont été démolies, vendredi 19 août, autour de l'aéroport militaire de Simi Simi, au quartier Plateau médical, dans la commune Makiso par un bulldozer des Forces armées de la RDC. Plus de cinq cents familles ont ainsi perdu leur maisons à la suite de cette opération.

RDC: 163 lois adoptées dans les Assemblées provinciales entre 2006 et 2015. Les onze ex-Assemblées provinciales de la RDC ont adopté 163 lois, au cours de la période allant de 2006 à 2015. Le ministre des Relations avec le Parlement, Tryphon Kin-kiey Mulumba, a livré ces chiffres, vendredi 19 août à Kinshasa, dans son ouvrage intitulé «Recueil national des édits provinciaux». Dans ce document de 1040 pages, le ministre a indiqué que cette production parlementaire est loin d'être une performance.

Dimanche 21 août.

RDC : pas de dialogue sans la libération des prisonniers politiques, tranche le G7. Le G7 dit ne pas être prêt à participer au dialogue national si tous les prisonniers politiques incarcérés dans les prisons du pays n'en sont pas libérés. Au cours d'une déclaration faite samedi 20 août à Kinshasa, le vice-président de cette plateforme, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, accuse la majorité présidentielle de bloquer la tenue du dialogue. Vendredi dernier, le ministère de la Justice a libéré quelques prisonniers politiques et d'opinions. Pour Gabriel Kyungu wa Kumwanza : «J'ai appris comme vous qu'on a libéré des prisonniers politiques et d'opinion. Je voudrai dire qu'il y a une centaine de gens arrêtés et des arrestations continuent. Il ne faut pas que ça soit du trompe-l'œil. Il n'y a aucune bonne foi en eux», a déclaré le président de G7 et réitéré le refus du G7 de prendre part au dialogue.

Bunia : des humanitaires plaident pour leur sécurité. Les membres des Organisations humanitaires ont dénoncé, les attaques et tracasseries dont elles sont victimes dans l'exercice de leur mission en Ituri. À l'occasion de la commémoration de la Journée internationale de l'aide humanitaire célébrée le 19 août de chaque l'année, ils ont plaidé pour plus de sécurité afin de remplir leurs tâches. Selon Chrysostome Kaloma, l'assistant au Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans la Province Orientale démembrée, six incidents dont quatre sur des sites des déplacés sont déjà notifiés depuis mars 2016.

RDC : 2 500 agents de la GECAMINES seront envoyés à la retraite. Deux mille cinq cents agents sur les douze mille que compte la Générale des carrières et des mines (GECAMINES) vont bientôt être envoyés à la retraite à partir de septembre 2016. Le directeur général intérimaire de cette entreprise

minière, Jacques Kamenga, l'a annoncé samedi 20 août. Pour lui, ces personnes ont toutes acceptées leur départ volontaire de cette entreprise car ayant atteint l'âge requis pour la retraite.

Kamina : retour au calme après des échauffourées entre la police et les militants de l'UDPS. Le calme est revenu, samedi 20 août à Kamina dans la province du Haut-Lomami, après des échauffées entre la police et les militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Ces derniers voulaient organiser une marche pour exprimer leur joie à la suite de la nomination de Jean-Marc Kabund-a-Kabund au rang de secrétaire général de ce parti politique de l'opposition à Kinshasa. Ancien président fédéral de cette province, il a remplacé Bruno Mavungu. Pour la fédération de l'UDPS de Kamina, la lettre d'information pour l'organisation de cette manifestation a été envoyée à l'autorité trois jours avant.

Prison centrale de Kongolo : 60 USD à payer pour échapper aux tortures. Les anciens pensionnaires de la prison centrale de Kongolo dans la province du Tanganyika exigent aux nouveaux le paiement d'une somme de 40 USD à 60 USD. Selon plusieurs témoignages recueillis samedi 20 août dans cette maison carcérale, le paiement de cet argent épargne aux nouveaux arrivants de mauvais traitements. Ceux qui ne payent pas cet argent sont soumis aux bastonnades, rançonnages, et autres brimades, condamnent les visiteurs de ce centre de détention. La somme, ajoutent-ils, est remise au « Kapita », le chef des détenus. Les responsables de la prison ne reconnaissent qu'un seul cas de bastonnade.

Dialogue: Edem Kodjo appelé à reprendre les consultations avec toutes les parties. Le coordonnateur de la Nouvelle société civile du Congo (NSCC), Jonas Tshombela a invité, dimanche 21 août, le facilitateur du dialogue national à reprendre les consultations avec toutes les parties prenantes. Il lance cet appel deux jours après que l'ex-Premier ministre togolais Edem Kodjo a annoncé le début des travaux préparatoires du dialogue pour la semaine prochaine. A l'occasion, le coordonnateur de la NSCC a demandé au gouvernement de réexaminer sa mesure de libération provisoire des prisonniers politiques et d'opinions, en prenant réellement des mesures définitive. Il préconise également que l'exécutif national abandonne des poursuites judiciaires à l'encontre des adversaires politiques dont l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe.

Sud-Kivu: les chefs coutumiers engagés dans la lutte contre les violences sexuelles. Les chefs coutumiers des territoires d'Uvira et Fizi (Sud-Kivu) ont pris, samedi 20 août à Uvira, l'engagement de lutter contre les violences sexuelles dans leurs milieux. Ces chefs traditionnels se sont également engagés à sensibiliser leurs communautés, à s'approprier toutes les activités en rapport avec la promotion du genre et la lutte contre les violences sexuelles. Pour renforcer la lutte contre les violences sexuelles dans leurs milieux, ils ont pris l'engagement de mettre en place des noyaux d'alerte précoce en vue de mettre fin à l'impunité.

Ituri: MSF/Suisse a soigné environ 82 000 personnes souffrant du paludisme. L'Ong internationale Médecins Sans Frontière/Suisse a soigné, en quatre mois, environ 82 000 personnes souffrant du paludisme dans les zones de santé de Pawa et de Boma-Mangbetu (Haut-Uélé). Cette structure s'est retirée de cette contrée depuis samedi dernier après avoir noté la baisse significative des cas de paludisme.

Maladies oculaires: plus de 800 personnes soignées à Kisangani. A Kisangani (Tshopo), le Centre de santé Mokili a soigné, à la première moitié d'août, 852 personnes souffrant de différentes pathologies oculaires. Le médecin ophtalmologue et directeur de ce projet, docteur Dimanche Bassay : « Nous avons préconisé de consulter au moins mille malades et d'opérer cent cataractes. Nous avons eu 852 cas de consultation. Sur notre liste d'attente, il y a encore des maladies à opérer », a-t-il souligné. Cette campagne de soins est la troisième depuis 1997, l'année du lancement du projet de lutte contre la cécité, à Kisangani.

Corneille Nangaa: « Tant que nous n'aurons pas de fichier, nous n'allons pas avoir les élections ». La révision du fichier électoral reste la seule contrainte qui empêche la tenue des élections dans le délai

constitutionnel, a déclaré le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa dans une interview accordée, dimanche 21 août, à Radio Okapi. Lancée en juillet dernier au Nord-Ubangi, l'opération de révision de fichier électoral pourra durer environ seize mois, selon la commission électorale.

Lundi 22 août.

Beni: poursuite du procès des présumés rebelles des ADF. Débuté samedi dernier, le procès des présumés rebelles des ADF accusés d'être auteurs de l'insécurité et des massacres des civils se poursuit, ce lundi 22 août. Au cours de cette deuxième journée d'audience, la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu, siégeant en chambre foraine, doit en principe procéder à l'instruction des faits reprochés aux prévenus. Selon des sources judiciaires locales, au moins deux cent cinquante personnes présumées ADF et leurs collaborateurs vont comparaître au cours de ces audiences publiques.

Libération des 24 prisonniers: un geste insuffisant, estime Jean-Lucien Busa. Le Front des démocrates, une plateforme politique de l'opposition, juge insuffisant le geste posé par le gouvernement congolais en libérant vingt-quatre «prisonniers politiques et d'opinion» en vue de décrier le climat politique à l'approche du dialogue national. Cependant, a rappelé Jean-Lucien Busa, l'enjeu principal pour tous les Congolais « c'est l'alternance politique avec l'élection du nouveau président de la République selon la constitution» et non la libération des prisonniers politiques.

Dialogue: Edem Kodjo convoque le comité préparatoire. Le bureau du facilitateur du dialogue politique invite les parties prenantes au lancement, mardi 23 août, des travaux du comité préparatoire. Selon le chargé de communication du facilitateur, les participants vont décider du lieu où se tiendra ce forum, de sa durée, des personnes qui seront invitées et du calendrier électoral. Les participants sont des personnalités mandatées par leurs structures respectives: les partis politiques de l'opposition ou de la majorité, et la société civile.

Vive tension entre policiers et jeunes de Butembo. Une vive tension a régné dimanche 21 août dans la ville de Butembo (Nord-Kivu) entre policiers et jeunes manifestants, après que la police a interpellé treize personnes transportant des haches et machettes dans leurs bagages. Ces personnes étaient à bord d'un véhicule en provenance de Masisi (Nord-Kivu) et se dirigeaient vers Bunia (Ituri). Selon des sources locales, un groupe des jeunes de Butembo, informé de cette interpellation, a tenté de s'attaquer aux prévenus, avant que la police ne les empêche en les dispersant par des coups de feu. Un des manifestants a été blessé par balles, rapportent les mêmes sources.

Le PLD recommande l'abandon des poursuites contre Moïse Katumbi. Le président du Parti libéral pour le développement (PLD) recommande au gouvernement d'arrêter les poursuites déclenchées contre Moïse Katumbi. Il réagissait, dimanche 21 août à la décision du ministre de la Justice qui avait annoncé vendredi 19 août la libération de 24 prisonniers dits «politiques et d'opinion». Le président du PLD estime que sur cette liste, trois personnes seulement se trouvent en prison. Il s'agit de Fred Bauma de LUCHA, Yves Makwambala de Filimbi et Christopher Ngoy de la société civile, précise-t-il.

Tshopo : les retraités de la SCTP réclament 18 mois d'arriérés de rente. Les retraités de la société commerciale des transports et des ports (SCTP) réclament 18 mois d'arriérés de leur rente de survie, comme le leur avait promis l'administrateur délégué général de la SCTP, Kimbembe Mazunga. Ils indiquent n'avoir reçu que six mois de ces arriérés sur les 24 attendus.

Dialogue : le MRL appelle l'opposition à privilégier l'intérêt général. Le parti politique de la Majorité Présidentielle Mouvement des réformateurs libéraux (MRL), appelle la frange politique de l'opposition qui «continue à faire de la surenchère quant à sa participation au prochain dialogue en RDC» de

privilégier l'intérêt supérieur de la nation. Il fait par ailleurs remarquer qu'il sera difficile de répondre à toutes les revendications et les préalables de l'opposition.

Equateur : les infirmiers et le personnel administratif de santé de Bolomba réclament leur prime du mois août. Selon l'administrateur de territoire qui fait part d'un climat tendu dans le secteur de la santé, l'agent payeur de la TMB qui avait amorcé l'opération, l'a suspendu brutalement pour regagner Mbandaka, après avoir payé à peine une dizaine d'agents sur environ 153 bénéficiaires. Cette situation a provoqué, selon lui, la colère des professionnels de santé qui disent être prêts à arrêter le travail si leur prime n'est pas versée.

Les ambassadeurs accrédités en RDC saluent la libération des prisonniers politiques. Les ambassadeurs accrédités en République démocratique du Congo (RDC) ont salué la mesure prise par le gouvernement congolais de libérer les prisonniers politiques, sur demande de des opposants. Vendredi dernier, le ministère de la Justice a libéré quelques prisonniers politiques et d'opinions. La communauté diplomatique dit encourager le pouvoir à continuer sur cette lancée en vue d'avoir un dialogue plus inclusif.

Procès des présumés rebelles des ADF : un accusé passe aux aveux. Le prévenu Muhindo Kababo Jackson révèle qu'il a été recruté dans le quartier Paidi à Beni Ville avant de suivre une formation sur le maniement des armes dans un camp d'entraînement de l'ADF situé non loin des localités de Ndalila et Otomabere (Nord-Kivu). Ce camp de l'ADF serait dirigé par Kasereka Vihuko, poursuit la même source. Les dotations d'armes et de munitions venaient de l'Ouganda, renseigne le prévenu, avant d'avouer qu'il avait participé à l'attaque de la commune Rurale d'Oicha le 30 juillet dernier. Selon Muhindo Kababo, cette attaque était menée par une centaine de combattants ADF de nationalité Ougandaise, Somalienne et Congolaise.

Kinshasa : des tirs sporadiques entendus à Limete, le siège de l'UDPS encerclé. Des coups de feu ont été entendus lundi 22 août aux environs de la 11e rue dans la commune de Limete, à Kinshasa, en début de soirée créant la panique dans ce quartier où habite le leader de l'UDPS, Etienne Tshisekedi. Le colonel Mwanamputu, porte-parole de la Police Nationale Congolaise, a relativisé les faits : « Il n'y a pas de problème majeur. Un groupe de jeunes gens était en train de brûler des pneus sur la voie publique, empêchant les personnes et les véhicules de circuler librement. Nos forces sont intervenues pour les disperser et la situation est redevenue normale ».

Nord-Kivu : les activités reprennent timidement à Nyanzale. La population regagne timidement le village de Nyanzale et ses environs en chefferie de Bwito, depuis le week-end dernier. Ce retour est consécutif au déploiement des Forces armées de la RDC dans ce secteur depuis environ une semaine.

Mardi 23 août.

Dialogue: JED demande la réouverture de sept médias de l'opposition fermés. L'ONG Journaliste en danger (JED) demande la réouverture de sept médias de l'opposition fermés depuis quelques années. Dans un communiqué publié lundi 22 août, cette ONG de défense des droits des journalistes dit prendre acte de la décision du gouvernement congolais de rouvrir deux médias, proches de l'opposition, interdits arbitrairement de fonctionner depuis quelques années. Les deux médias autorisés à nouveau à émettre depuis vendredi dernier sont: Canal Futur Télévision (CFTV) de Vital Kamerhe et Canal Kin Télévision (CKTV) de Jean-Pierre Bemba.

La Majorité présidentielle salue l'annonce du début des travaux préparatoires du dialogue. Le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP), André-Alain Atundu a qualifié, lundi 22 août, l'annonce du début des travaux préparatoires d'une avancée déterminante dans le processus du dialogue politique en RDC. Le Rassemblement de l'opposition a de son côté lancé un appel à une grève générale dans le pays mardi 23 août pour protester contre le démarrage de ces travaux.

Dialogue : Noël Tshiani demande la transformation du comité de soutien en comité de facilitation. Candidat déclaré à la présidence de la République en RDC, Noël Tshiani a appelé lundi 22 août depuis Washington à la tenue d'un dialogue politique inclusif en RDC. Mais il souhaite «qu'on puisse transformer le comité de soutien en comité de facilitation» de ce forum. Il pose cependant quelques préalables à la tenue de ce forum, dont la libération de tous les prisonniers politiques.

RDC: plaidoyer pour la libération des militants pro-démocratie encore en détention. Le Mouvement citoyen Lutte pour le changement (LUCHA) appelle à la libération des militants des mouvements pro-démocratie encore en détention. Le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba a annoncé, vendredi dernier, la libération des 24 prisonniers politiques et d'opinion pour décrier le climat politique et favoriser la tenue du dialogue national. Les jeunes de la LUCHA affirment que la liste annexée à cette décision ne reprend pas les noms des militants citoyens (LUCHA et Filimbi) qui doivent bénéficier de cette libération, conformément à la promesse que le chef de l'Etat leur a faite le jeudi dernier à Goma.

RDC: début de l'opération de numérisation du cadastre national à Lubumbashi. Le gouvernement congolais a lancé, lundi 22 août à Lubumbashi (Haut-Katanga), l'opération de numérisation du cadastre, en présence du ministre des Affaires foncières, Gustave Bokolo. Cette initiative consiste à identifier les parcelles à l'aide d'un GPS différentiel afin de résoudre de multiples conflits fonciers et moderniser le secteur foncier congolais. Ce projet permet à chaque propriétaire de sécuriser ses documents parcellaires et d'obtenir sa carte de propriétaire. Le GPS différentiel permet aux agents du cadastre de descendre sur le terrain, où ils prennent les données et les encodent pour créer la base des données du Cadastre foncier de la RDC.

Haut-Uele: environ 300 éleveurs Mbororo recensés à Niangara. La Direction générale des Migrations (DGM) a dénombré, en deux semaines, environ trois cents éleveurs Mbororo dans le territoire de Niangara (Haut-Uele). Cette opération est réalisée avec l'appui la police nationale, les services de sécurité ainsi que les chefs de chefferie.

RDC : Moïse Katumbi demande la libération de tous les prisonniers politiques avant la tenue du dialogue. L'opposant Moïse Katumbi Tshapwe propose au facilitateur du dialogue national Edem Kodjo, de demander au président Joseph Kabila de libérer tous les prisonniers politiques et d'opinions, avant d'amorcer un quelconque dialogue.

RDC : la diaspora congolaise plaide pour sa participation au dialogue. La diaspora congolaise revendique sa participation au dialogue politique selon la résolution 2277 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU. « 10 % de la population c'est-à-dire 7 millions à l'extérieur du pays, il est tout à fait normal que nous soyons représentés à ce dialogue à hauteur de de 10 à 15 % », a indiqué Rex Kazadi, l'un des porte-paroles de ces Congolais de l'Etranger. De son côté, le vice-ministre des Congolais de l'Etranger, Antoine Boyamba, a promis à ses interlocuteurs de continuer à faire le plaidoyer pour obtenir gain de cause.

Edem Kodjo : «Le dialogue devra se dérouler dans le respect de la constitution et de la résolution 2277». Le dialogue politique entre Congolais devra se dérouler dans le respect de la constitution congolaise et conformément à la résolution 2277 du conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré ce mardi le facilitateur désigné par l'Union Africaine (UA) Edem Kodjo, à l'ouverture des travaux du comité préparatoire de ce forum. Ce dialogue a comme thème « l'organisation pacifique des élections paisibles et transparente en RDC » a-t-il précisé dans son discours inaugural. En rapport avec la crise qui guette la RDC à l'approche des échéances électorales et au refus d'une frange de l'opposition de participer à ce dialogue, M. Kodjo a prévenu que «personne n'en sortira vainqueur». Il a pour cela invité l'autre frange de l'opposition absence de la table des travaux préparatoires du dialogue à « rejoindre le train du dialogue dont les portes restent ouvertes » car, a-t-il conseillé à la classe politique congolaise «l'objectif de ce dialogue est de relever le grand défi de vivre ensemble et ce serait un signal fort au monde entier». Il s'est dit par ailleurs confiant, estimant que «les congolais

sont capable de surmonter leurs divergences, en privilégiant la paix». Dans son discours, il a également reconnu que «beaucoup d'efforts restent encore à fournir par le pouvoir en place afin de favoriser un climat de détente politique favorable au dialogue».

RDC : Ban Ki-moon encourage les acteurs politiques à s'engager dans un dialogue inclusif. Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon encourage une nouvelle fois tous les acteurs politiques congolais à s'engager en toute bonne foi dans un dialogue politique inclusif, afin de mettre fin à l'impasse qui entoure le processus électoral. Ban Ki-moon encourage par ailleurs toutes les parties à éviter de faire monter la tension et d'engendrer des violences. Il rappelle que dans sa résolution 2277 (2016) le Conseil de sécurité des Nations unies a souligné l'importance d'un dialogue politique crédible et inclusif en vue de l'organisation des élections présidentielle et législatives pacifiques, crédibles, ouvertes à tous, transparentes et qui respectent les délais prévus, conformément à la Constitution.

Dialogue : la société civile décrit la présence des membres des cabinets politiques sur sa liste. Des membres des cabinets politiques participent aux travaux du comité préparatoire ouverts mardi 23 août à Kinshasa. Séance tenante, ils ont dénoncé cette situation en perturbant le déroulement de ces assises. Ils accusent le facilitateur Edem Kodjo d'être à la base de cette situation. Pour eux, le facilitateur doit revoir cette liste qui n'est pas la leur. Mandataire du RCD/Goma, Azarias Ruberwa regrette l'absence de l'opposition à ces assises. Il en appelle à un dialogue inclusif élargi à toute l'opposition. Pour le ministre Alexis Thambwe Mwamba de la MP, ceux qui veulent rejoindre le dialogue « peuvent venir à tout moment ». Après un bref huis clos, les participants ont reçu chacun une ébauche de la feuille de route préparée par le groupe de travail. Ils se réunissent à nouveau jeudi pour en débattre avant adoption.

Thambwe Mwamba : «Je n'ai pas inventé la liste des prisonniers politiques». Appelé à démissionner et accusé d'avoir trafiqué la liste des prisonniers politiques de l'opposition, le ministre de la Justice et Droits humains, Alexis Thambwe Mwamba, fustige ses détracteurs de la plate-forme Rassemblement et de quelques ONG de défense des droits de l'homme. « Je n'ai pas inventé cette liste. Elle m'a été remise de manière officielle avec copie au président de l'Assemblée [nationale]. Et nous n'avons traité que cette liste là. », a affirmé Alexis Thambwe Mwamba, dans une interview accordée mardi 23 août Radio Okapi. Il a indiqué qu'il n'a traité que la liste officiellement établie par l'opposition. Quant à savoir pourquoi les prisonniers passés pour libres immédiatement croupissent toujours en prison, Alexis Thambwe Mwamba indique qu'une commission judiciaire travaille pour que tous les bénéficiaires de la grâce présidentielle soient libres.

RDC : L'Opposition républicaine de Kengo wa Dondo refuse le dialogue non inclusif. L'Opposition républicaine qui a pour autorité morale Léon Kengo wa Dondo refuse de participer au dialogue politique dans son format actuel. Intervenant vendredi 23 août à Radio Okapi, le modérateur de cette plateforme, Bofasa Djema, pense que ce forum n'inclut pas tous les partis politiques et ne revêt donc pas le caractère inclusif.

RDC : le prix de l'essence à la pompe revu à la hausse. Le prix du litre de l'essence à la pompe passe de 1 440 Francs congolais (environ 1.3 USD) à 1 490 francs congolais (1.4 USD). La décision a été prise lundi 22 août par la structure des prix qui réunit le groupement des sociétés des pétroliers privés (GSPP) et les délégués du ministère de l'économie et des hydrocarbures. Selon le vice-président du groupement des sociétés pétrolières privées, Emery Bope, il s'agit tout simplement « d'un réajustement du prix de l'essence ».

Mercredi 24 août.

Nord-Kivu : deux personnes tuées dans une incursion des ADF à Kithevyva et Makulu. Une nouvelle incursion des présumés rebelles ougandais des ADF a été perpétrée dans les villages de Kithevyva et

Makulu, dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. La société civile qui rapporte ces faits, mardi 23 août, indique que deux personnes ont été tuées et sept autres ont été blessées. La même source ajoute qu'une dizaine de maisons ont été incendiées dans la nuit de lundi à mardi.

Uvira: poursuite du procès des présumés auteurs du massacre de Mutarule 2. Dix personnes, dont les victimes et témoins du massacre de Mutarule 2, ont été auditionnées mardi 23 août à Uvira par la cour militaire du Sud-Kivu lors de la deuxième séance des audiences foraines du procès des présumés auteurs de ce massacre perpétré en juin 2014 dans le territoire d'Uvira. Au cours de cette séance, les victimes ont porté une tenue qui cachait leurs visages, afin de protéger leurs identités et ainsi assurer leur sécurité. Elles ont également été assistées par un psychologue. Dans le cadre de ce procès, la cour militaire compte entendre environ quatre-vingt témoins et victimes de ce drame. Les sept prévenus sont poursuivis pour incitation des militaires à commettre des actes contraires à la loi et à la discipline, pour crime de guerre par meurtre, pillage, viol, atteinte à l'intégrité corporelle, attaque contre les civils, contre des biens protégés et pour destruction des biens. Ce massacre avait été perpétré dans la nuit du 6 au 7 juin 2014 à Mutarule par des hommes munis d'armes de guerre et armes blanches. Il avait fait environ quarante morts, majoritairement des membres de la communauté Bafuliiru.

Démolition des maisons à l'aéroport militaire de Kisangani: les victimes dénoncent des débordements. Les habitants du quartier Plateau médical dans la commune Makiso ont dénoncé mardi 23 août «le débordement de l'opération de démolition des maisons » construites dans les deux bandes de terre situées de part et d'autre de la piste de l'aéroport militaire de Simi Simi à Kisangani (Tshopo). D'après ces habitants, même les maisons qui ne sont pas construites dans les limites du site de l'aéroport sont sous la menace des militaires de l'armée nationale, qui mènent seuls l'opération sans les autorités des services compétents.

Deux personnes brûlées dans des échauffourées à Butembo. Des manifestants ont brûlé, mercredi 24 août à Butembo (Nord-Kivu) deux voyageurs soupçonnés de venir créer l'insécurité dans la région. Les victimes font partie d'un groupe de personnes que les motards ont interceptées à bord d'un minibus en provenance du territoire de Masisi. Les motards, qui fouillent les véhicules entrant à Butembo, s'en seraient pris aux personnes à bord de ce véhicule qu'ils accuseraient de venir dans la ville pour créer de l'insécurité dans les territoires de Beni et Lubero.

Massacres de Beni: la société civile du Sud-Kivu collecte des dons pour les victimes. La société civile du Sud-Kivu a collecté des vivres et non vivres auprès de la population locale pour assister les rescapés des massacres de Beni au Nord-Kivu, a annoncé mercredi 24 août son président, Descartes Mponge.

La Communauté baptiste demande une enquête internationale sur les massacres de Beni. La Communauté baptiste au centre de l'Afrique (CBCA) appelle la communauté internationale à diligenter une enquête internationale sur les massacres de Beni dans le Nord-Kivu. Cette enquête permettra de faire la lumière et établir les responsabilités des uns et des autres sur ces tueries à répétition.

Jeudi 25 août.

RDC: 32 arrestations en marge de la journée ville morte, selon l'ONU. Trente-deux personnes ont été arrêtées en marge de la journée "ville morte" décrétée par une partie de l'opposition en République démocratique du Congo (RDC), ont rapporté les Nations unies mercredi à Kinshasa. Ces arrestations ont eu lieu dans la capitale Kinshasa et à Mbuji-Mayi, dans le centre, a-t-il précisé, ajoutant que "11 personnes restent encore en détention à Mbuji-Mayi", les autres ayant été libérées. Certaines des personnes interpellées ont été accusées d'avoir affiché des "comportements contraires à une manifestation pacifique" mais il y a eu aussi des cas "d'arrestations arbitraires", a dit M. Aranaz. Mardi, le Rassemblement, coalition réunie autour de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, avait appelé à une journée ville morte pour récuser le facilitateur désigné par l'Union africaine (UA) pour un

dialogue politique national en RDC, l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo. Ce mot d'ordre a été partiellement suivi à Kinshasa et ignoré dans d'autres grandes villes du pays, alors que M. Kodjo lançait les travaux préparatoires du dialogue national dans la capitale.

Dialogue: aucun délégué de l'UDPS et alliés au comité préparatoire. Le groupe parlementaire UDPS et Alliés dit n'avoir mandaté personne au sein du comité préparatoire du dialogue politique dont les travaux ont débuté mardi dernier à Kinshasa. Cette mise au point a été faite mercredi 24 août par le rapporteur de ce regroupement politique de l'opposition, le député Papy Niango. Il a rappelé que le groupe parlementaire UDPS et alliés est un groupe politique constitué des députés issus des partis politiques membres du Rassemblement de forces politiques et sociales acquises au changement.

Hôpital du Cinquantenaire de Kinshasa: les journalistes remplacent les grévistes. Plus d'un mois après la grève du personnel congolais, l'Hôpital du Cinquantenaire à Kinshasa fonctionne avec des journalistes. Radio Okapi a constaté cette situation au terme d'une mini-enquête, réalisée mercredi 24 août, dans cet établissement hospitalier.

Le choléra fait 20 morts dans la Mongala. Vingt personnes sont décédées, depuis un mois, du choléra sur les 144 cas enregistrés dans la zone de santé de Boso-Modanda, en territoire de Bongandanga (Mongala). La résurgence de cette maladie est attribué au non-respect des règles d'hygiène au sein de la population et à l'insuffisance des intrants de prise en charge comme les médicaments et le chlore.

Enrôlement des électeurs: Denis Kambayi mobilise les jeunes. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Denis Kambayi Cimbumbu, appelle les jeunes congolais à s'enrôler massivement. Il a lancé cet appel, mercredi 24 août à Kinshasa, à l'ouverture des Etats généraux de la jeunesse.

Nord-Kivu: la population contre la fermeture de la base de la MONUSCO à Kashebere. La population de Kashebere s'oppose à la fermeture annoncée de la base temporaire de la MONUSCO dans cette localité, située à plus de 110 km à l'ouest de Goma, en groupement Luberiki, territoire de Walikale (Nord-Kivu). Alors que la mission onusienne dit vouloir appliquer la stratégie de la mobilité des troupes, les habitants de Kashebere estiment que la localité est toujours sous la menace des groupes armés qui pullulent dans la région.

L'ACAJ dénonce la paralysie de l'appareil judiciaire dans l'ex-Kasaï-Occidental. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), antenne provinciale du Kasaï-Occidental démembré envisage de récolter cent mille signatures pour retirer au Conseil supérieur de la magistrature, la gestion de l'appareil judiciaire, en vue de le remettre au ministère de tutelle, comme ce fut le cas dans le passé. Le président provincial de l'ACAJ, Me Adrien Ilobakweyi, indique que cette initiative fait suite au constat selon lequel, l'appareil judiciaire reste paralysé depuis plusieurs années dans cette partie du pays.

RDC: Vital Kamerhe exclu de la Dynamique de l'opposition. Certains partis politiques de l'opposition qui participent aux travaux du comité préparatoire du dialogue politique ont été exclus de leurs plates-formes. Il s'agit notamment de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, exclu mercredi 24 août de la Dynamique de l'opposition. José Makila est également exclu de l'Alliance pour la République et Jean-Lucien Busa, de la Dynamique de l'opposition. Ils sont accusés de participer à ces travaux contre l'avis de leurs regroupements politiques. Ces derniers ont décliné ce forum, récusant le facilitateur Edem Kodjo, qu'ils accusent de partialité.

La feuille de route du dialogue en cours d'amendement. Les participants aux travaux du comité préparatoire du dialogue politique ont débuté jeudi 25 août à huis clos l'amendement de la feuille de route de ce forum, proposée par le bureau du facilitateur Edem Kodjo. D'après des sources proches de ce comité, les grands axes de la feuille de route portent notamment sur le chronogramme du dialogue qui, selon les mêmes sources, ne devrait pas dépasser deux semaines, le budget, la logistique

et le format qui devrait être de cent cinquante participants. L'adoption de ce document amendé devrait intervenir le 27 août.

Lualaba: 32 000 personnes vaccinées contre la fièvre jaune à Sandoa. Le médecin chef de zone de santé de Sandoa (Lualaba), le Dr Kaly Mutombo, se félicite de l'engouement de la population lors de la campagne de vaccination contre la fièvre jaune, lancée le dimanche 21 août. Sur 200 000 personnes attendues, la zone de santé de Sandoa avait réalisé autour de 32 000 déjà vaccinées contre la fièvre jaune.

Butembo : retour au calme après des échauffourées de la veille. Les activités ont repris ce jeudi à Butembo, ville du territoire de Lubero, située à plus à 300 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Certains commerces ont rouvert ainsi que le marché central de Butembo et la galerie commerciale GTB. Cependant, un dispositif de la police et des FARDC est toujours visible à certains endroits stratégiques de la ville, rapportent des sources locales. La veille, la ville a été paralysée suite aux échauffourées qui ont éclaté entre les forces de l'ordre et un groupe des jeunes manifestants. Ces derniers ont brûlé vives deux personnes qu'ils soupçonnaient de venir créer l'insécurité dans la région, avant que les forces de l'ordre ne viennent tirer des coups de feu en l'air pour tenter de les disperser. La situation est restée confuse et les commerces n'avaient par ailleurs pas fonctionné.

Dialogue : l'UNADEF pas présente au comité préparatoire. L'Union nationale des démocrates et fédéralistes (UNADEF) n'a pas envoyé des cadres, ni des militants au comité préparatoire du dialogue. L'UNADEF demeure un parti politique du G7 et à ce titre membre du Rassemblement des forces acquises au changement, plateforme politique qui a récusé le Facilitateur du dialogue, Edem Kodjo et boycotté les travaux du comité préparatoire de ce forum débuté depuis mercredi.

Un million USD des Etats-Unis pour appuyer la riposte contre la fièvre jaune en RDC. Les Etats-Unis d'Amérique ont octroyé près d'un million de dollars américains pour appuyer la riposte contre la fièvre jaune. Ce fonds a permis notamment d'approvisionner l'Institut national de recherche Biomédicale (INRB) en équipement nécessaire pour poursuivre le diagnostic de cette épidémie, dans le cadre du projet PREDICT.

Jolino Makelele : « L'UNC est et reste co-fondateur de la Dynamique de l'opposition ». Exclue mercredi de la Dynamique de l'opposition, l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe affirme qu'il n'y a aucune raison qui peut l'amener à quitter cette plateforme. Dans une déclaration faite jeudi 25 août sur Radio Okapi, le porte-parole de cette formation politique, Jolino Makelele, rejette cette décision d'exclusion.

Mbandaka : 800 agents de l'Etat réclament le paiement de leur salaire d'août. Plus de huit cents fonctionnaires, en majorité des professionnels de santé, ont manifesté le 25 août à Mbandaka (Equateur) devant les banques commerciales de la ville. Ils réclament le paiement de leurs salaires du mois d'août. Ils ont adressé un mémo à l'assemblée provinciale et au gouverneur de l'Equateur pour dénoncer cette situation.

Vendredi 26 août.

Dialogue : pas de consensus sur l'introduction ou non de la notion « alternance politique ». Au deuxième jour des travaux du comité préparatoire, jeudi 25 août, les acteurs politiques de la majorité présidentielle (MP) et de l'opposition n'ont pas trouvé de consensus sur l'introduction ou non de la notion « alternance politique ». Selon le rapport de la réunion du comité préparatoire, cette notion « d'alternance politique » a été proposée pour être introduite ou pas dans l'alinéa qui stipule : « la détermination des parties prenantes à renforcer l'état de droit par le respect des valeurs de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la tolérance et de la justice ». Pour l'opposition, c'est bien de l'alternance politique qu'il faut discuter au dialogue parce que le président Kabila va achever son

deuxième mandat. De son côté, la Majorité estime que le dialogue doit discuter de l'organisation des élections qui pourrait aboutir à l'alternance.

Procès des présumés ADF: des chefs religieux mis en cause dans le recrutement des rebelles. Les prévenus Kasereka Mupanda Kasimu et Issaka Muhindo, accusés d'avoir perpétré les massacres des civils dans le territoire de Beni, ont affirmé avoir été recrutés par deux responsables religieux de la mosquée de Butembo. Ils l'ont déclaré mercredi 25 août à Beni lors de leur audition à la quatrième journée du procès des présumés rebelles ougandais des ADF. Les chefs religieux cités par les prévenus sont Muhindo Mukanda Djibril et Hamza Baghuma Kasereka, respectivement vice- représentant régional chargé de développement dans la région islamique de Butembo et l'Imam de la mosquée de la même ville. Kasereka Mupanda Kasimu a témoigné que ces deux chefs religieux mis en cause opéraient pour le compte de cette rébellion depuis 2004.

Les commerçants protestent contre l'insécurité à Mambasa.. Toutes les maisons de commerce et les marchés sont restés fermés, jeudi 25 août, à Mambasa-centre à 165 km au sud-ouest de Bunia (Ituri). Les opérateurs économiques protestent ainsi contre l'insécurité grandissante dont ils sont victimes.

Dialogue: Andeka Djamba plaide pour l'instauration d'une nouvelle République. Jean Andeka Djamba, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2011 et président du parti politique Alliance nationale des croyants congolais (ANCC) plaide pour que les travaux du dialogue politique aboutissent à l'instauration d'un régime politique équilibré et d'une nouvelle République. Mais le président de l'ANCC estime que les participants aux travaux préparatoires du dialogue ont raté l'occasion de « jeter les bases d'une République responsable». Il a déploré principalement les dérapages enregistrés dès l'ouverture de ces travaux, justifiant l'exclusion de certains acteurs politiques de leurs plateformes.

Kalemie: libération de 74 prisonniers graciés. Soixante-quatorze prisonniers graciés en juillet dernier par le chef de l'Etat Joseph Kabila ont été libérés mercredi 25 août du centre pénitentiaire de Kalemie (Tanganyika). Sur les 74 bénéficiaires de cette grâce présidentielle, 20 sont des militaires. La plupart des pensionnaires remis en liberté avaient été condamnés pour infraction de vol qualifié et devraient purger une peine de servitude pénale ou des travaux forcés inférieure ou égale à 3 ans.

RDC: le BCNUDH dénonce des cas d'exécution sommaires et extrajudiciaires. Dans un rapport mensuel publié, mercredi 24 août à Kinshasa, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) rapporte que les tendances de violations des droits de l'homme sont inquiétantes en RDC à l'approche du dialogue et des échéances électorales. Selon le directeur de BCNUDH, José Maria Aranaz, quatre-vingt civils ont été assassinés par des groupes armés dans les territoires affectés par les conflits et vingt-quatre personnes ont été victimes d'exécutions sommaires et extrajudiciaires en juillet 2016. « Les chiffres d'exécutions sommaires et extrajudiciaires par les agents de l'Etat [sécurité] indiquent qu'il y a encore beaucoup de travail à faire en matière de justice militaire et policière. Et, aussi améliorer les structures de discipline interne pour renforcer l'usage d'armes par les policiers et militaires », a-t-il indiqué.

Nord-Kivu: les milices APCLS et Nyatura signent un accord de paix. Les responsables des groupes armés l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) et Mai-Mai Nyatura, deux groupes actifs dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu), ont signé, mardi 23 août un acte d'engagement pour la paix. L'accord a été signé à Muhanga sous la médiation de deux élus de Masisi, assistés par la police et les services de sécurité, rapportent des sources policières de Kitchanga. Les deux milices conviennent d'œuvrer pour la paix et le développement de la chefferie des Bashali Mokoto.

Les procédures de la CPI expliquées aux journalistes et ONG de droits de l'homme du Sud-Kivu. Le bureau de représentation de la Cour pénale internationale (CPI) en RDC a organisé, mercredi 24 août

à Bukavu (Sud-Kivu), une séance d'information avec les journalistes et organisations de droits de l'homme sur les procédures de cette juridiction internationale.

Nord-Kivu : UNMAS détruit six tonnes de munitions défectueuses. Le service de lutte anti-mines de la MONUSCO (UNMAS) a détruit au moins 6 tonnes de munitions défectueuses, essentiellement des FARDC mais aussi celles apportées par la population, du 16 au 23 août dans la région de Walikale, notamment à Boboro et à Biruwe, respectivement à 20 et 70 km de Walikale-centre.

La RDC annonce la libération de cinq nouveaux militants pro-démocratie. « J'ai écrit ce jour au procureur général de la République pour procéder aux formalités en vue de libérer quatre activistes de Lucha: Bienvenu Matumo, Victor Tesongo, Héritier Kapitene, Godefroy Mwanabwato ainsi qu'un activiste du mouvement Filimbi: Jean de Dieu Kilima", a déclaré à la presse le ministre congolais de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba.

Kinshasa : les mendiants aveugles à l'assaut des véhicules sur le boulevard du 30 juin. Des aveugles et des personnes vivant avec handicap envahissent régulièrement le Boulevard du 30 juin dans la commune de la Gombe à chaque fois que le feu de signalisation est au rouge ou qu'il y a un bouchon pour quémander de l'argent aux passagers. La plupart d'entre eux sont accompagnés des enfants qui leur servent des guides. Dolly Makambo, le bourgmestre de la commune de la Gombe, affirme avoir instruit la police de disperser ces mendiants qui perturbent la circulation en plus de se mettre eux-mêmes en danger.

Mwenze Kongolo: «Au comité préparatoire, nous défendons les intérêts de la population». Le président du Parti kabiliste (PK), Jeannot Mwenze Kongolo affirme prendre part aux travaux du comité préparatoire du dialogue national pour défendre les intérêts de la population. Il estime nécessaire que l'opposition participe au dialogue national après avoir obtenu l'implication de la communauté internationale dans ce forum.

RDC: José Makila rejette son exclusion de l'Alliance pour la République. Le président de l'Alliance des travailleurs pour le développement (ATD), José Makila Sumanda rejette son exclusion de l'Alternance pour la République (AR). Réagissant vendredi 26 août, il se considère toujours comme membre fondateur de cette plateforme de l'opposition.

Kinshasa: plus de 7 millions de personnes vaccinées contre la fièvre jaune. Plus de sept millions de personnes ont été vaccinées contre la fièvre jaune au cours de la campagne de dix jours organisée à Kinshasa. Le directeur national de Programme élargie de vaccination (PEV), a jugé positif le bilan de cette campagne qui, selon lui, visait environ 7 560 000 personnes à Kinshasa.

Mongala : 800 tonnes de riz manquent d'acheteurs à Bumba. Les paysans du territoire de Bumba dans province de la Mongala cherchent des acheteurs pour leurs 800 tonnes de riz. Les organisations paysannes de Bumba renseignent que la Société commerciale de la Mongala (SOCAM), qui achète le riz paddy aux paysans et agriculteurs est buté aux difficultés financières. Les mêmes sources précisent que la BRALIMA Mbandaka, principal client de cette société et qui utilise ce riz comme l'une des matières premières de la fabrication de la bière, a fermé ses portes.

Samedi 27 août.

Kinshasa: cinq cas de choléra détectés à Limete, un mort. Le choléra a fait un mort sur les cinq cas recensés, au quartier Paka Djuma, dans la commune de Limete (Kinshasa). L'infirmier titulaire-adjoint du Centre de sante Mimia, Nicolas Moke, a livré ces statistiques, vendredi 26 août. Selon lui, les patients ainsi que celui qui est décédé avaient pris un même bateau en provenance de Mbandaka (Equateur).

Ituri : 69 détenus de la prison de Bunia transférés à Gety. Soixante-neuf détenus, dont trente-neuf militaires, de la prison de Bunia ont été transférés, vendredi 26 août, de la prison centrale de Bunia à celle de Gety. Selon le chef de division provinciale de justice en Ituri, Mpoyo Senga, l'objectif est de désengorger cette maison carcérale dont la faible capacité d'accueil a toujours été décriée par toutes les couches sociales de la province.

RDC : le parti politique « Unité des valeurs » annonce sa participation au dialogue. Le parti politique « Unité des Valeurs », membre de l'opposition annonce sa participation au dialogue politique. Au cours d'un point de presse organisé vendredi 26 août à Kinshasa, le président de cette formation politique, Michel Okongo Lomema, a indiqué que « le dialogue fait partie de la culture africaine ».

Alternance démocratique en RDC : Tshibangu Kalala interpelle les jeunes. Le président du parti Notre beau pays (NBP), Tshibangu Kalala appelle les jeunes de la RDC « à rester mobilisés » pour aboutir à l'alternance démocratique. Il a fait cet appel, vendredi 26 août, lors d'une conférence-débat qu'il a animée à l'intention de la jeunesse, membre de la Dynamique de l'opposition et du Rassemblement des Forces sociales et politiques acquises au changement. « Le jeunes doivent rester mobilisés pour qu'on ait des changements profonds et sérieux dans la gouvernance des affaires publiques, de manière pacifique et démocratiques pour arriver à l'alternance démocratique », a-t-il interpellé, au cours de cette conférence.

LUCHA condamne la persistance des massacres des civils à Beni. Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (LUCHA) à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) s'insurge contre la persistance des massacres des civils dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Dans un mémorandum appelé vendredi 26 août à la MONUSCO, ce groupe appelle la Mission onusienne, les Forces de l'ordre de la RDC et le Gouvernement à s'investir davantage pour mettre fin à ces massacres. Les membres de la LUCHA de la cellule de Mbuji-Mayi « déplorent la complicité du pouvoir public, qui réprime ceux qui exigent la vérité et la justice ». Ils dénoncent et condamnent les violences similaires au Kasaï Central, avec d'après eux, « la complicité des politiciens véreux qui instrumentalisent les identités ethniques ».

RDC: 4 corps repêchés après un naufrage sur le lac Kivu. A Goma (Nord-Kivu), quatre corps ont été repêchés, samedi 27 août, sur le lac Kivu, deux jours après le naufrage d'une embarcation sur ce lac. Ces corps font partie de dix-neuf personnes, portées disparues lors de ce naufrage.

Beni: suspension du procès des présumés rebelles ADF. Débuté depuis une semaine, le procès des présumés rebelles ADF a été suspendu vendredi 26 août et pourra reprendre lundi 29 août, à Beni (Nord-Kivu). Le président de la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu, a évoqué le problème de traduction. La Cour militaire cherche des interprètes car les prévenus ADF qui devraient être à la barre ne s'exprimaient qu'en Kiganda. (une langue ougandaise).

Un motard assassiné à Kongolo. Un jeune motard de 25 ans a été tué, vendredi 26 août et son corps a été retrouvé samedi matin, au quartier périphérique de Mankoto à moins de 10 km de Kongolo-centre (Tanganyika). Selon la police nationale, il s'agit d'un meurtre.

RDC: le début du dialogue fixé au 1er septembre prochain à Kinshasa. Le démarrage des travaux du dialogue national est fixé au jeudi 1er septembre à Kinshasa. Au terme de ces travaux, les délégués des composantes (Majorité présidentielle, Opposition, Société civile) et le facilitateur ont signé le document de la feuille de route du dialogue. Cette feuille de route prévoit un chronogramme de quinze jours du dialogue proprement dit. Ce document comporte les principes conducteurs du dialogue, les éléments de son agenda et ses étapes. Dans cette feuille de route figurent également le cadre du dialogue, les droits et devoirs des participants, les règles de base du dialogue, son financement ainsi que son chronogramme.

Dimanche 28 août.

RDC : Chérubin Okende quitte la MP. Chérubin Okende, président du parti politique Front social des indépendants Républicains(FSRI), a annoncé samedi 27 août qu'il quittait la Majorité(MP) Présidentielle. L'ancien communicateur de la MP indique que cette décision a été prise lors du congrès de son propre parti. Il fait remarquer néanmoins que son parti politique ne bascule pas dans l'opposition, sans pour autant exclure cette possibilité.

Fin des travaux du comité préparatoire: réaction des acteurs politiques et de la société civile. Les participants aux travaux du comité préparatoire du dialogue politique qui ont pris fin samedi 27 juillet à Kinshasa se félicitent des convergences des vues observées autour de certains problèmes fondamentaux. Cependant, chaque camp espère que certains problèmes non tranchés durant ces travaux seront résolus au dialogue proprement dit. Problèmes déjà résolus. Du côté de la Majorité présidentielle, Leonard She Okitundu fait remarquer que le Chef de l'Etat a résolu tous ces préalables. Il promet de poursuivre les contacts avec les opposants qui refusent de participer à ce forum politique. Cependant il précise que la patience de la Majorité Présidentielle a ses limites. Le porte-parole de la Société civile à ce comité, l'abbé Donatien Nshole, qui a noté l'esprit de convivialité et d'estime mutuel durant les travaux du Comité Préparatoire, espère que le dialogue tant attendu sera effectivement inclusif. Il invite les acteurs politiques à faire certaines concessions.

Edem Kodjo: «Nos bras sont toujours tendus pour accueillir ceux qui viendront». « Mes paumes sont toujours ouvertes et nos bras toujours tendus pour accueillir fraternellement tous ceux qui viendront », a déclaré samedi 27 août le facilitateur du dialogue Edem Kodjo, à la clôture des travaux du comité préparatoire. Ce dialogue doit commencer le 1er septembre prochain. Mais certains opposants continuent de le bouder. Edem Kodjo invite également les parties prenantes au dialogue ainsi que le groupe de soutien et la communauté internationale à tout mettre en œuvre afin de convaincre l'autre frange de l'opposition à rejoindre « la maison commune du dialogue ». Il dit garder espoir et estime que « rien n'est perdu ».

Nord-Kivu: des miliciens Mai-Mai tuent deux personnes à Lubero. Des miliciens Mai-Mai Mazembe ont tué samedi 27 août deux personnes et blessés cinq autres au village Kyuto dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Ils ont également incendié une cinquantaine de maisons, rapporte l'administrateur de ce territoire du Nord-Kivu. Les assaillants se sont enfuis après un échange des tirs avec les militaires pendant environ trente minutes. Cette attaque a occasionné le déplacement des habitants du village.

Début de la vaccination contre la rougeole au Sud-Kivu. La campagne de vaccination contre la rougeole a démarré samedi 27 août dans la province du Sud-Kivu. Elle vise 1,2 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois et va se dérouler pendant cinq jours.

Cinq morts dans un accident de circulation dans le Haut-Lomami. Un accident de circulation survenu dimanche 28 août au village Kamudjilo dans la province du Haut-Lomami a fait cinq morts et plusieurs blessés. Des témoins rapportent que l'accident de circulation s'est produit sur la route Manono-Lubumbashi. Un camion affrété par l'entreprise Mining Mineral Ressources (MMR) transportant de minerais et quelques passagers s'est renversé après que le conducteur a mal négocié la montée de Mutetenya, un endroit périlleux pour les conducteurs qui ne connaissent pas cette montagne, indiquent des habitants de la région.

Sud-Kivu: six villages bouclés par l'armée à Katana. Six villages du groupement Katana au Sud-Kivu ont été bouclés dimanche 28 août dans la matinée par les Forces armées de la RDC (FARDC) qui recherchent les effets militaires détenus illégalement par des bandits. Selon des sources de la société civile de Katana, 80 personnes ont été arrêtées en possession d'une importante quantité de munitions et de tenues militaires. Des responsables de la société civile de Katana ont indiqué que la population souhaite l'organisation régulière d'opérations similaires.

Lundi 29 août.

Dialogue: la Dynamique de l'opposition réitère son boycott. Alors que le facilitateur Edem Kodjo a annoncé que ses « bras » restent ouverts « pour accueillir fraternellement tous ceux qui viendront » au dialogue, la Dynamique de l'opposition fait savoir qu'elle n'y prendra pas part. Pour Freddy Matungulu, modérateur de la Dynamique de l'opposition, les préalables exigés par sa plateforme ne sont pas satisfaisants. Il cite notamment la libération des prisonniers politiques.

Ituri: 3 morts dans une attaque des miliciens à Muchacha. Trois personnes ont été tuées et de nombreuses autres kidnappées, vendredi 26 août, après l'attaque des miliciens Mai-Mai Simba au foyer minier de Muchacha, en territoire de Mambasa (Ituri). Les assaillants se sont livrés au pillage systématique des biens des habitants, constitués essentiellement des creuseurs d'or et commerçants. Ces Mai-Mai ont également pris en otage de nombreuses personnes pour transporter leurs butins jusque dans leur maquis. Quatre femmes ont été violées « puis emmenées dans la brousse pour être soumises à l'esclavage sexuel », a poursuivi la même source.

La MP salue la signature de la feuille de route du dialogue. La Majorité présidentielle (MP) a qualifié d'historique la signature de la feuille de route du dialogue par les parties prenantes aux travaux du comité préparatoire. Son porte-parole, André-Alain Atundu, se réjouit que le dialogue, qui s'ouvre le 1er septembre, offre l'opportunité de parler du processus électoral en cours, il estime également que le dialogue est inclusif, malgré qu'une partie de l'opposition ait décliné ce forum. Il a par ailleurs souhaité que les opposants participent à ce dialogue, estimant que « leur perception des choses pourrait avantageusement influencer sur la marche des événements ».

La diaspora congolaise réclame sa participation au dialogue. Des membres de la diaspora congolaise demandent leur participation au dialogue national, qui doit s'ouvrir le 1er septembre à Kinshasa. Ces Congolais, venus de plusieurs pays (France, Belgique, Etats-Unis, Angleterre, Afrique du Sud, Maroc..) disent être retournés au pays non pas pour chercher des postes politiques mais plutôt en vue de rechercher le bien-être de la population congolaise, particulièrement des Congolais vivant à l'étranger. La diaspora congolaise se bat également pour que les différents droits des citoyens vivant à l'étranger soient respectés, entre autres celui de vote.

Kinshasa: 5 personnes guéries du choléra. Cinq des six malades de cholera détectés en début de la semaine dernière dans la commune de Limete à Kinshasa sont guéris, a indiqué dimanche 28 août Nicolas Moke, l'infirmier titulaire-adjoint du Centre de santé Mimia du quartier Pakadjuma, où ils ont été pris en charge. M. Moke attribue le rétablissement rapide de ces malades à la rapidité et l'efficacité de leur prise en charge par les médecins de ce centre hospitalier et une équipe des MSF.

Lubumbashi: confusion sur le meeting du Rassemblement. Une confusion règne dans la commune de Kenya à Lubumbashi (Haut-Katanga) au sujet du meeting populaire projeté lundi 29 août par le Rassemblement des forces sociales et politiques acquises au changement. La police est déployée sur le lieu prévu pour tenir ce meeting afin de tenter d'empêcher sa tenue ; alors que cette plate-forme d'opposition dit avoir en reçu l'autorisation du maire. « Le maire a signé un document autorisant au Rassemblement, précisément le parti ENVOL de Delly Sessanga à tenir son meeting ». Ils se disent étonnés que le même maire passe par les médias pour annuler la tenue de ce meeting.

Kongo-Central: des prisonniers graciés à la base de l'insécurité. Plusieurs cas d'insécurité sont signalés depuis deux semaines dans les villes de Matadi et Boma ainsi que ses environs, ont rapporté sources sécuritaires provinciales lundi 29 août. Ces actes criminels sont attribués aux ex-prisonniers ayant bénéficié de la grâce présidentielle. Un agent de l'ordre a été poignardé il y a une semaine par des bandits qu'il a reconnu avoir arrêtés pour vol à l'arme blanche.

Grâce présidentielle: un prisonnier libéré à Buta. Une délégation de la justice militaire et civile, venue de Kisangani (Tshopo), a séjourné le week end à Buta (Bas-Uélé), dans l'objectif d'exécuter la mesure de grâce présidentielle accordée à une catégorie des prisonniers. Sur les huit dossiers des détenus traités, un seul civil poursuivi pour vol recouvré sa liberté. Aucun militaire n'a été relâché puisque ne répondant pas aux critères requis.

Nord-Kivu: le BEDEWA s'oppose à la fermeture de la base de la MONUSCO à Kashebera. Le Bureau d'études et d'appui au développement du territoire de Walikale (BEDEWA) demande à la MONUSCO de surseoir à sa décision de fermer sa base de Kashebera, située à 110 kilomètres à l'ouest de Goma au Nord-Kivu. Dans un communiqué publié lundi 29 août, son secrétaire général, Prince Kihangi, estime que le problème d'insécurité créé par les groupes armés dans la région n'est toujours pas résolu.

Uvira: marche de soutien aux victimes des massacres de Beni. Une marche de soutien aux victimes des massacres de Beni a été organisée lundi 29 août à Uvira au Sud-Kivu. A l'appel de la société civile locale, plus d'une centaine des personnes, tous de noir vêtus et arborant une banderole sur laquelle on pouvait lire « je suis BENI », ont pris d'assaut les grandes artères de la cité d'Uvira pour dénoncer les macres à répétition des civils à Beni, rapportent des sources locales.

Sud-Kivu: 29 personnes poursuivies pour détention d'effets militaires. Les militaires du 3315^e régiment des forces armées de la RDC (FARDC) ont arrêté durant la nuit du dimanche à lundi 29 août dans le territoire de Katana (Sud-Kivu) près de quatre-vingts personnes qui possédaient dans leurs domiciles une importante quantité de munitions et tenues militaires. Vingt-neuf d'entre elles ont été déférées devant la justice. D'après des sources sécuritaires, leur interpellation est intervenue au cours d'une opération de bouclage que l'armée a menée dans six villages de Katana, dont Mwanda, Chegera, Kabushwa, Chahoboka et Cibimbi. Elle vise à débusquer les auteurs d'actes d'insécurité signalés depuis quelque temps dans cette partie du territoire de Kabare.

Ituri: les peintres de Bunia se regroupent. Réunis dimanche 28 août, les peintres de Bunia ont mis en place un nouveau comité de l'Association pour la promotion des peintres de l'Ituri. Le coordonnateur de cette structure, Paul Bavi Kpadyu, a indiqué que objectif poursuivi par les peintres était de regrouper leurs talents dans l'espoir de gagner parfois les marchés en groupe dans cette nouvelle province, où le nombre des bâtiments à peindre ne fait que grimper.

Des poissons impropres à la consommation pêchés dans la Tshuapa. Depuis quelques mois, les pêcheurs de trois groupements du secteur de Lofome, territoire d'Ikela (Tshuapa) capturent des poissons avec des plaies et impropres à la consommation et la commercialisation. Le phénomène prend de l'ampleur ces jour-ci dans les bassins des rivières Botayi et Sengele et concerne des poissons avec ou sans écailles, ont précisé lundi 29 août des sources concordantes. Les pêcheurs ne peuvent plus pratiquer leurs activités socio-économiques, la population refusant d'acheter leurs poissons.

Tshuapa : une mineure de 16 ans violée par 3 personnes à Mopono. Une fille de seize ans a été violée vendredi 19 août par trois personnes dans la localité de Mopono, située à 150 kilomètres de Boende, dans la province de la Tshuapa. Après l'avoir violée, les agresseurs ont-par la suite-grièvement blessé la victime à la machette. Les trois auteurs de cet acte recherchés par la police ont fui et ne sont plus visibles.

RDC: la police disperse une manifestation de l'opposition à Lubumbashi. La police a dispersé à coup des gaz lacrymogènes un meeting du Rassemblement de l'opposition lundi 29 août dans la commune de la Kenya à Lubumbashi.

RDC: le nouvel administrateur de la BAD insiste sur l'importance de l'énergie. « Nous pensons que si réellement on doit développer l'Afrique, cela doit partir de la RDC. On ne peut pas se développer si on n'a pas l'énergie. Et cette énergie, c'est le Congo à travers Inga. Donc, nous avons cette lourde charge

de développement de l'Afrique», a déclaré samedi 27 août le nouvel administrateur de la Banque africaine de développement (BAD) pour le groupe-pays de l'Afrique centrale, Obam Nlong.

RDC: Fred Bauma, Yves Makwambala et Christopher Ngoy ont été libérés. Les militants du mouvement pro-démocratie LUCHA Fred Bauma et Yves Makwambala ainsi que l'activiste des droits de l'homme Christopher Ngoy ont été libérés lundi 29 août sur décision de la Cour suprême de la justice. Dans un message, la LUCHA fait savoir que Bauma et Makwambala bénéficient d'une « liberté provisoire, après 18 mois et 15 jours de détention sans procès ».

Des travailleurs de la SOKIMO réclament plus de 50 mois d'arriérés de salaire. Des centaines de travailleurs de la Société minière de Kilomoto (SOKIMO) ont organisé une marche pacifique lundi 29 août à Watsa dans la province du Haut-Uélé. D'après le secrétaire de la délégation syndicale de cette entreprise, Cyril Masakuna, les manifestants réclament le paiement de plus de cinquante mois d'arriérés de salaire. Les travailleurs de la SOKIMO demandent aussi la relance de la production d'or dans les gisements de Kilo, a ajouté M. Masakuna. Ces travailleurs ont donné un préavis de grève. Ils menacent d'entrer en grève si leurs revendications ne sont pas satisfaites jusqu'au 5 septembre. Depuis plusieurs années, la SOKIMO éprouve des difficultés pour exploiter les gisements qu'elle dispose actuellement.

Cinq véhicules attaqués sur la route Bunia-Mahagi. Cinq véhicules ont été attaqués par des hommes armés dimanche 28 août dans la soirée sur la route Bunia-Mahagi dans la province de l'Ituri. Parmi les véhicules attaqués, il y a notamment celui de la Radio Canal Révélation qui a été attaqué au pont Panduru à une vingtaine de kilomètres de Mahagi. Le chef des programmes de la radio a été blessé. Quelques minutes après, d'autres bandits armés ont tiré à bout portant sur un convoi de l'armée sur la même route.

Les défenseurs des droits de l'homme examinent l'avant-projet de loi sur leur sécurité. Les défenseurs des droits de l'homme examinent depuis lundi 29 août à Kinshasa l'avant-projet de loi relatif à la protection et à la responsabilité des défenseurs des droits de l'homme. Un projet de loi qui vise à améliorer la sécurité des défenseurs des droits de l'homme en RDC.

Mardi 30 août.

Massacres de Beni: «Le discours et la compassion ne suffisent plus», affirme Maman Sidikou. En visite avec le Nonce apostolique à Rwangoma, quartier de Beni où une cinquantaine de personnes ont été massacrées il y a une quinzaine de jours, le chef de la MONUSCO, Maman Sidikou a déclaré que le discours et la compassion ne suffisent plus pour mettre fin aux massacres des civils dans le territoire de Beni. Le chef de la MONUSCO estime qu'il faudrait mettre en place «une stratégie différente» pour arrêter les massacres. Il en appelle à la collaboration avec l'armée congolaise. Le Nonce apostolique en RDC, Monseigneur Luis Mariano Montemayor, a également plaidé pour un effort concerté entre le gouvernement et la MONUSCO pour mettre fin aux massacres des civils à Beni. Au sujet des auteurs des massacres, le Nonce apostolique affirme qu'ils ne sont toujours pas exactement identifiés.

Traque des FDLR et alliés: 12 miliciens capturés par l'armée à Bwito. Les forces armées de la RDC ont capturé douze combattants des mouvements «John love» et alliés FDLR ainsi que plusieurs de leurs dépendants au cours des opérations de traque des groupes armés qu'elles ont lancées depuis vendredi dernier à Kinyati, une localité située à Bwito, à plus de 150 kilomètres au nord-ouest de Goma (Nord-Kivu). Cette opération s'est poursuivie jusque lundi à Kahumire, Buhendwa et Kishije, des villages environnants la localité de Kibirizi, a précisé pour sa part, le porte-parole de l'opération Sokola II, le capitaine Guillaume Ndjike Kaiko.

Rentrée scolaire: enseignants et élèves de Bwito appelés à regagner leurs villages. A une semaine de la rentrée scolaire 2016-2017, le préfet de l'Institut Katwe à Bwalanda, Boniface Kajibwami, a appelé,

les enseignants et élèves de la chefferie de Bwito, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), à regagner leurs villages. Les habitants de Nyanzale, Kikuku, Kibirizi, Bwalanda ont déserté, depuis juin dernier, leur contrée à la suite des accrochages récurrents entre les rebelles des FDLR et les Mai-Mai. Boniface Kajibwami assure que la situation sécuritaire s'améliore grâce aux opérations militaires menées dans la région.

Ituri: nouvelles mesures de protection de la Réserve de faune à okapis. En Ituri, les autorités administratives, la société civile, les chefs coutumiers ainsi que l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) s'engagent à protéger la Réserve de faune à okapis (RFO), en proie aux miliciens. Ils ont levé cette option dans une conférence de trois jours, qui s'est clôturée samedi 27 août à Bunia. Ces parties s'engagent notamment à garantir le respect des limites de la RFO, à sensibiliser les groupes armés qui y opèrent à déposer les armes et expulser les creuseurs qui exploitent illégalement de l'or dans cette réserve.

Kisangani: le MSR dénonce la démolition des maisons à l'aéroport de Simi Simi. Le Mouvement social pour le renouveau (MSR), parti d'opposition membre du G7, estime que la démolition des maisons par des militaires notamment au bloc Ziniya, dans la commune Makiso, n'a pas respecté la procédure. Ce parti a, dans une déclaration rendue publique lundi 29 août, fait remarquer que la démolition a été faite dans la précipitation, jetant ainsi plus de 600 familles dans la rue. Ce parti recommande au gouvernement provincial de créer un lotissement pour octroyer gratuitement des parcelles aux victimes de ces démolitions. Il exhorte ces victimes à s'organiser en une association pour la défense de leurs intérêts.

Massacres des civils à l'Est de la RDC : la communauté musulmane lance une campagne pour la paix. La communauté islamique de la RDC, antenne du Nord-Kivu, a lancé ce mardi à Goma une campagne pour la paix et le développement qui va s'étendre dans tous les territoires du Nord Kivu dont Beni, Butembo, Lubero, Rutshuru, Masisi et Walikale. L'objectif de cette campagne, est de dénoncer et chercher des pistes de solutions aux différents crimes commis à l'Est de la RDC, lesquels ternissent l'image de la religion musulmane. Cette campagne vise également à rassurer l'opinion sur l'inexistence de conflits religieux au Nord Kivu et à décourager l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés, a expliqué à Radio Okapi El Hadji Masudi Kadogo, le chef de la communauté islamique au Nord-Kivu.

Massacres à Beni: des ONG féminines interpellent les leaders politiques et religieux. Une vingtaine d'associations des femmes de la province du Nord-Kivu appelle les acteurs politiques et chefs religieux d'arrêter d'instrumentaliser la population de Beni et Butembo à des fins personnelles et égoïstes. Dans une déclaration commune rendue publique lundi 29 août, ces associations s'insurgent « contre le cycle de violences qui endeuillent particulièrement les populations civiles de Beni et Lubero » et demandent à ce que « ces violences cessent immédiatement ». Elles se considèrent comme premières victimes de ces violences.

L'ONG Peace for Congo choquée par la série des violences à Beni. L'ONG internationale Peace for Congo basée à Londres en Grande Bretagne se dit choquée par les violences récurrentes à Beni (Nord-Kivu), dont sont victimes les femmes. Dans une communication faite au terme d'une journée de réflexion organisée au début de la semaine dans la capitale britannique, les membres de cette ONG ont plaidé pour la cessation des guerres en RDC pour épargner des vies humaines.

Jean-Bertrand Ewanga démissionne de son poste de secrétaire général de l'UNC. Le secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamehre, Jean Bertrand Ewanga, a démissionné ce mardi de son poste de secrétaire général de ce parti. Dans sa lettre de démission publiée ce mardi et dont Radio Okapi s'est procurée une copie, l'ancien Secrétaire général de l'UNC explique sa démission par un « désaccord avec son parti sur la question du dialogue » auquel il ne participera pas. « Ma démission est l'expression de mon désaveu vis-à-vis de la démarche actuelle de notre parti en

rapport avec la question de la tenue du dialogue que j'estime comporter un danger pour l'avenir démocratique de notre pays »,

Kinshasa: Joseph Kabila inaugure le bateau M/S Gungu. Le président Joseph Kabila a inauguré mardi 30 août le bateau M/S Gungu de la Société congolaise des transports et des ports (SCTP) qui était en panne depuis octobre 2001. «Ce bateau, réhabilité par le groupe industriel Chanic Metal», va desservir l'axe fluvial Kinshasa - Ilebo et Mai-Ndombe, un axe important qui complète la desserte sur le fleuve Congo Kinshasa- Kisangani avec l'ITB Kokolo, rapporte le directeur général de la SCTP, Kimbembe Mazunga.

Libération de militants pro-démocratie, «un motif de réjouissance» pour Amnesty International. Amnesty International indique dans un communiqué publié mardi 30 août que la remise en liberté de quatre militants congolais défendant la démocratie, parmi lesquels Fred Bauma et Yves Makwambala est « une raison de se réjouir ». Les militants du mouvement pro-démocratie LUCHA, Fred Bauma et Yves Makwambala, ont été libérés lundi en même temps que Christopher Ngoyi, un autre activiste des droits de l'homme.

Isangi : remise des intrats aux agriculteurs par le projet REDD+. Le projet Réduction des émissions de gaz à effet de serre contre la déforestation et dégradation (REED+) a remis, lundi 29 août, dix rizeries et six moulins aux paysans d'Isangi (Tshopo). Ce don concerne cinq villages ciblés, notamment Lilanga, Yaikela, Yalosuma, Yatumbo et Ligasa. En remettant ce don aux paysans, le projet a voulu résoudre une des difficultés que connaissent les agriculteurs dans le territoire d'Isangi, à savoir la transformation de leurs produits.

RDC: Huit Mulongo condamné à 3 ans de prison. Huit Mulongo a été condamné mardi 30 août à trois ans de prison et au paiement de 250 000 francs congolais (environ 250 dollars américains) des frais d'instance. Arrêté depuis le mois d'avril dernier, l'ancien directeur de cabinet de Moïse Katumbi était accusé de détention illégale d'armes à feu et de minutions. Les avocats de Huit Mulongo affirment être déçus par ce verdict et promettent de faire appel. Sur Twitter, Moïse Katumbi a jugé « inacceptable » la condamnation de Huit Mulongo, dénonçant une « justice instrumentalisée ».

Kindu : lancement de la campagne de vaccination contre la rougeole. Le vice-gouverneur du Maniema, Jérôme Bikenge, a lancé officiellement, mardi 29 août, la campagne de vaccination contre la rougeole dans la province. Pendant trois jours, les vaccinateurs comptent atteindre 437 745 enfants de moins de 5 ans ciblés.

Kisangani : manifestation des prisonniers bénéficiaires de la grâce présidentielle. Les prisonniers bénéficiaires de la grâce présidentielle incarcérés à la prison centrale de Kisangani (Tshopo) dans la commune de Makiso, ont manifesté lundi 29 août pour dénoncer la non application de cette mesure. Ces détenus grâciés par le président ont exprimé leur colère parce qu'ils trainent encore en prison. Le directeur de la prison souligne que tous les dossiers des concernés sont prêts et « qu'il attend l'ordre de la hiérarchie pour s'exécuter ». Cent-un civils dont quatre femmes et une vingtaine de militaires bénéficiaires de la grâce présidentielle attendent l'application de cette mesure.

Lubumbashi: les échauffourées entre policiers et opposants ont fait plusieurs blessés (Police). Au lendemain des échauffourées qui ont opposé les policiers et des militants de l'opposition à Lubumbashi, le commissaire provincial de la police indique que ces incidents ont fait plusieurs blessés parmi les manifestants et les forces de l'ordre. Sans plus de détails, il parle également des personnes interpellées et des dégâts matériels importants enregistrés. Lundi 29 août, la police a dispersé à coup de gaz lacrymogènes des militants de l'opposition qui devaient prendre part à un meeting du parti ENVOL, membre du Rassemblement. Des échauffourées ont ensuite éclaté entre policiers et manifestants.

Mercredi 31 août.

Grâce présidentielle: une centaine de prisonniers libérés de la prison de Kisangani. Une centaine de prisonniers détenus à la prison centrale de Kisangani (Tshopo) ont été libérés mardi 30 août. Ces détenus bénéficient de la mesure de grâce du président de la République, prise en marge de la célébration du 56e anniversaire de l'indépendance de la RDC le 30 juin dernier. Sur près d'un millier de détenus que compte la prison centrale de Kisangani, cent et un prisonniers civils dont quatre femmes ont bénéficié de cette mesure de grâce présidentielle. Quarante-deux militaires dont deux femmes ont également été libérés.

Dialogue: la Coalition de 33 ONG pour la suppression de la composante «Personnalités politiques». La Coalition de 33 ONG de la société civile demande à la facilitation de supprimer la composante «Personnalités politiques» sur la liste de participants au dialogue. Le coordonnateur de cette structure, Georges Kapiamba, a formulé cette demande, mardi 30 août, au cours d'un point de presse à Kinshasa. Selon lui, cette composante (Personnalités politiques) "a une qualité subjective, qui peut donner lieu à beaucoup d'abus". En outre, d'après le coordonnateur de la Coalition de 33 ONG, les participants au dialogue ne devraient pas percevoir les indemnités, aussi longtemps que le pays traverse une crise financière.

RDC: crise de leadership au sein de la LUCHA. Au cours d'une conférence de presse mardi 30 août à Goma (Nord-Kivu), une aile de la Lutte pour le changement (LUCHA) a annoncé la radiation et le reniement de l'autorité des fondateurs de ce mouvement pro-démocratie qu'ils considèrent comme n'étant plus actifs. Alors que l'autre aile, constituée de membres fondateurs, a publié, il y a trois jours, un communiqué suspendant sept de leurs camarades accusés de «trahison» et d'avoir infiltré le mouvement. L'idéologie de la LUCHA, a-t-il rappelé, ne consiste pas à participer aux assises politiques, mais plutôt à défendre la cause de la population à travers des actions de terrain. Les militants de la LUCHA sont ainsi divisés deux semaines après leur première rencontre avec le chef de l'Etat Joseph Kabila à Goma.

L'insécurité dans l'Est de la RDC doit être traitée au dialogue, souhaite Maman Sidikou. Le chef de la MONUSCO, Maman Sidikou, a émis mardi 30 août le vœu de voir la question de l'insécurité dans l'Est de la RDC être traitée au dialogue qui s'ouvre jeudi afin qu'une solution globale soit dégagée.

L'ABACO réclame sa participation au dialogue. L'Alliance de base pour l'action commune (ABACO), qui se veut parti centriste, réclame sa participation au dialogue politique convoqué par le président de la République. Ce parti déplore le fait qu'aucun de ses représentants ne figure sur la liste des participants. Il se plaint aussi du fait que de nombreuses correspondances de l'ABACO adressées au facilitateur sont restées sans suite. « C'est un mépris!», conclut-il.

Jean-Bertrand Ewanga: «La volonté manifeste de la majorité, c'est le changement de la constitution». « J'ai été au comité préparatoire et je me suis rendu compte que c'est un environnement de piège [...] Et aussi j'ai noté, dans les apartés, dans les couloirs, que la volonté claire et manifeste de la majorité c'est le changement de la constitution» pour que le président Kabila reste au pouvoir, a affirmé l'ex-secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, Jean-Bertrand Ewanga, justifiant sa démission de ces fonctions au sein du parti de vital Kamerhe. Selon M. Ewanga «si dans les deux semaines, on ne répond pas à la logique de la majorité [...], la majorité va faire recours au referendum.» Il a affirmé avoir renoncé à participer au dialogue pour ne pas soutenir «cette option» de la majorité.

André Atundu: «La volonté réelle du Rassemblement est de prendre le pouvoir par le chaos ». La volonté réelle du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement est de «prendre le pouvoir par le chaos», a accusé mercredi 31 août André-Alain Atundu, le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP). M. Atundu réagissait aux déclarations du député membre du Rassemblement, Martin Mukonkole, faites mardi sur les ondes de Radio Okapi. Ce dernier avait réaffirmé le boycott du dialogue par son regroupement politique pour non-respect de ses préalables. Il a d'ailleurs qualifié ce forum d'« une séance d'élargissement de la majorité présidentielle». Pour M.

Atundu, cet argument n'est qu'un prétexte pour soutenir la volonté réelle de ce regroupement de l'opposition, celle de ne pas participer à la dynamique nationale en faveur du dialogue.

RDC: Alexandros Stoupis refuse la politisation de l'affaire l'opposant à Moïse Katumbi. Le Grec Alexandros Stoupis tient à l'aboutissement de l'affaire qui l'oppose l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, sur la «spoliation» de l'immeuble de sa famille à Lubumbashi (Haut-Katanga). M. Stoupis a indiqué ne pas être dans l'optique de la « politisation» de ce dossier judiciaire, comme cela se raconte sur les réseaux sociaux. Il a affirmé qu'il aurait agi de « manière civilisée » en essayant de rester au maximum conciliant, mais qu'il n'a pas eu gain de cause, après avoir fait des efforts pour aller vers Moïse Katumbi. Le ressortissant grec accuse l'ancien gouverneur du Katanga de faux et usage de faux dans l'acquisition d'un immeuble, dont le plaignant estime qu'il devait lui revenir en héritage.

Evasion massive à la prison centrale de Bunia. Seize détenus de la prison centrale de Bunia (Ituri) se sont évadés la nuit de mardi à mercredi 30 août, selon le directeur de cette carcérale, Grégoire Mukanya, après avoir escaladé le mur de derrière. La police affirme avoir récupéré six évadés la même nuit lors de la patrouille.

Sud-Kivu: le parlement d'enfants exige une éducation de qualité. Le parlement d'enfants de la RDC section Sud-Kivu mène un plaidoyer depuis mardi 30 août, auprès des autorités pour que tous les enfants puissent avoir accès à une éducation de qualité partout dans la province. Les enquêtes menées par le parlement d'enfant section Sud-Kivu dans les huit territoires de la province démontrent que la fréquentation scolaire est piégée par la perception des frais illégaux dans des écoles.

Environ 40 maisons détruites par les feux de brousse à Kongolo. Une quarantaine des maisons ont été détruites mardi 30 août par des feux de brousse dans plusieurs localités du territoire de Kongolo (Tanganyika). Ce territoire connaît chaque année durant la saison sèche des incendies causés par les feux de brousse.

Albert Moleka: «Le dialogue n'est pas une assemblée constituante qui peut changer la constitution». « Le dialogue, ce n'est pas une assemblée constituante qui peut changer la constitution ou essayer de contourner la constitution », a déclaré l'opposant Albert Moleka à la veille du début de ce forum qui doit s'ouvrir ce 1er septembre à Kinshasa. Pour lui, « l'enjeu majeur » du dialogue est « le sort de Monsieur Joseph Kabila ».

RDC: plus de 400 personnes sont mortes de choléra depuis le début de l'année. L'UNICEF est préoccupé par le nombre de cas de choléra enregistrés depuis le début de l'année en RDC. Du 1er janvier au 7 août, 16 860 cas dont 446 décès ont été rapportés, selon l'agence onusienne. L'UNICEF indique que la RDC est touchée par une épidémie de choléra qui prend de l'ampleur. Il dit craindre que la situation ne continue à empirer dans les prochaines semaines alors que la maladie se propage dans les régions situées le long du fleuve.

Cédric Kalonji: «L'activité des blogueurs devrait servir à vendre l'image de la RDC». Le blogueur congolais Cédric Kalonji estime que l'activité des blogueurs, qui piétine en RDC, devrait notamment servir à vendre l'image et les richesses culturelles et culinaires de la RDC. Ce formateur en journalisme en ligne, détenteur de plusieurs prix internationaux, pense que les blogs doivent aussi véhiculer une image positive de la RDC. Pour Cédric Kalonji, le blog peut permettre de contourner certaines difficultés que rencontrent les médias traditionnels en RDC.

Mambasa: des exploitants d'or chinois accusés de financer des miliciens. La société civile de l'Ituri accuse un groupe de Chinois exploitant de l'or dans le territoire de Mambasa de financer les miliciens Mai-Mai Simba. Le coordonnateur de cette structure, Jean-Bosco Lalo, dénonce une situation « inacceptable » dans une région en conflits et en quête de paix. Sans les citer, il indique que les entreprises chinoises accusées sont basées à Nia-Nia, à environ 350 km au sud-ouest de Bunia. « Il y a

des Chinois basés à Nia-Nia qui sont en train d'exploiter de l'or sur la rivière Epulu. C'est une partie insécurisée par les groupes armés. Et, selon les informations concordantes, ce sont les groupes armés qui les sécurisent», a déclaré Jean-Bosco Lalo à Radio Okapi.

RDC: 4 nouveaux militants pro-démocratie libérés de la prison de Makala. Les militants des mouvements citoyens LUCHA et Filimbi, Bienvenu Matumo, Victor Tesongo, Héritier Kapitene et Godefroy Mwanabwato ont été libérés mercredi 31 août de la prison de Makala à Kinshasa. Ils avaient été arrêtés en février dernier à la veille d'une journée ville morte organisée par l'opposition.